

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

| Effectif légal | Présents ou Représentés | Procurations + Absents |
|-------------------|-------------------------------|---------------------------|
| 75 | 46 | 29 |

N° de la séance : 14

Objet de la délibération : Direction des
Finances - Débat d'Orientation Budgétaire
de l'année 2019

| |
|---------------------------------------------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Original |
| <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original |
| Pour le Président, Le Directeur Général des Services |
| Stéphane PINTRE |

N° Enregistrement : CC.2019.014

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------|
| Date de la convocation : Le 05/02/2019 |
| Certifié exécutoire compte tenu |
| de l'affichage en date du 21 FEV. 2019 |
| de la réception s/Préfecture en date du 21 FEV. 2019 |
| Pour le Président, La Responsable de Service |
|  |
| Corinne PAVAN-SANTAINÉ |

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 février 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 11 février à 17h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Afrim KACA, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Martine SAVALLI, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Michel BERTRAND à Michel VIANO, Abderrazak SALOUH à Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN à Lionnel LUCA

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Jean-Pierre MASCARELLI, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, André-Luc SEITHER, Guy GIRAUD, Elisabeth JANIN, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Anne-Marie DUMONT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Valérie TIERAN-GNONI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

L'article L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) renvoyant à l'article L. 2312-1 prévoit que dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de 3 500 habitants et plus, un débat ait lieu au Conseil Communautaire sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Le débat d'orientation budgétaire (« DOB ») peut intervenir à tout moment à l'intérieur de ces délais. Il ne constitue qu'un stade préliminaire à la procédure budgétaire dont il constitue un élément substantiel.

La Loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi « NOTRe ») prévoit que le DOB s'effectue sur la base d'un Rapport sur les Orientations Budgétaires de l'année, élaboré par le Président sur les engagements budgétaires, les engagements pluriannuels, la structure et la gestion de la dette, ainsi que la structure et l'évolution des dépenses de personnel.

Le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 est venu préciser le contenu de ce rapport, et le II de l'article 13 de la Loi de Programmation des Finances Publiques pour l'année 2018 dispose que :

« À l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :

1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes. ».

Le Débat d'Orientations Budgétaires fait l'objet d'une délibération mais n'a pas de caractère décisionnel.

Selon l'article 107 de la Loi dite « NOTRe », ce Rapport et ses annexes seront transmis aux Communes membres de la CASA qui devront le communiquer aux conseillers municipaux.

De plus, le Débat d'Orientation Budgétaire s'accompagne d'obligations complémentaires à savoir :

- la présentation d'un Rapport sur la situation en matière de développement durable, conformément au Décret n°2010-788 du 12 juillet 2010 applicable aux Communes et EPCI de plus de 50 000 habitants, soumis par ailleurs au Conseil Communautaire,
- la présentation d'un Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, conformément au Décret n°2015-761 du 24 juin 2015 applicable aux Communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, également soumis par ailleurs au Conseil Communautaire.

Aussi, il est demandé au Conseil Communautaire de bien vouloir prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2019, basé sur le Rapport sur les Orientations Budgétaires joint en annexe.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2019, basé sur le Rapport sur les Orientations Budgétaires joint en annexe.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 février 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2019

Rapport sur les Orientations Budgétaires

I- Introduction

II- Contexte économique et politique

II.1- Economie

II.2- Finances publiques

II.2.1- Association des Collectivités à l'assainissement des Finances Publiques

II.2.2- Réforme des flux avec l'Etat et de la fiscalité

II.3- Contexte institutionnel

II.3.1- Transferts de compétences

II.3.2- Montée en puissance du Pôle Métropolitain « CAP AZUR »

III- Orientations Budgétaires

III.1- Budget Principal

III.1.1- Analyse rétrospective

III.1.2- Eléments prospectifs

III.2- Budgets Annexes

III.2.1- Budget Annexe de la Régie à autonomie des Transports « Envibus »

III.2.2- Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes »

III.2.3- Budget Annexe des Pépinières

III.2.4- Budget Annexe « Office de Tourisme Intercommunal »

III.2.5- Budget Annexe « GeMAPI »

III.2.6- Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité »

III.3- Données consolidées et de synthèse

III.3.1- Indicateurs financiers du Budget Général et des Budgets Annexes

III.3.2- Illustration des projets par compétence

IV- Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

I- Introduction

La Loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République prévoit l'organisation et la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du Budget Primitif.

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des collectivités locales (Art L.2312-1 et L.52611-36 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Ce débat doit s'appuyer sur une note explicative de synthèse comprenant les informations sur la situation financière de la collectivité, les principaux investissements projetés, sur le niveau d'endettement et sur l'évolution envisagée des taux d'imposition.

La Loi dite « NOTRe » du 7 août 2015 et le Décret n°2016-841 sont venus compléter et définir le contenu des informations du DOB qui s'appuie sur un rapport joint à une délibération.

Enfin, le II de l'Article 13 de la Loi de programmation des Finances Publiques pour les années 2018 à 2022 ajoute que les Collectivités et EPCI doivent, à l'occasion du DOB, présenter leurs objectifs en matière d'évolution des dépenses réelle de fonctionnement et d'évolution du besoin de financement annuel correspondant aux emprunts nouveaux minorés des remboursements de dette.

Aussi, le rapport qui suit présente le contexte économique et politique (II) les orientations financières de la CASA pour l'année 2018 (III), et notamment leur déclinaison par compétence, ainsi qu'une Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel (IV).

Ces éléments serviront de base à l'élaboration du Budget Primitif de l'exercice 2019.

II- Contexte économique et politique

II.1- Economie

« Une année 2019 placée sous le signe d'un ralentissement de la croissance économique »

L'année 2018 a connu une expansion économique substantielle (+3,1%), mais à un rythme moins élevé que celui de 2017 : si les taux d'intérêt se sont maintenus à un niveau historiquement bas, les cours du pétrole ont effectué une forte remontée tandis que le Dollar américain est resté relativement stable par rapport à un panier des principales devises. La zone Euro a connu un reflux de sa croissance par rapport au pic de 2017 (+2,3%), soit autant que les Etats-Unis, mais très en deçà de celle affichée par la Chine (+6,6%) et l'Inde (+7,1%) qui connaissent également une décélération de leur expansion. Le regain d'incertitudes notamment lié aux tensions commerciales entre les Etats-Unis, la Chine et l'Europe qui ont donné lieu à des mesures protectionnistes.

Dans ce contexte d'accumulation de risques, la croissance mondiale devrait continuer à ralentir en 2019. Ainsi, le taux de croissance pourrait s'élever à 3,7%, puis refluer légèrement à 3,5% en 2020.

Par région, les Etats-Unis devraient voir leur croissance se réduire (+2,5%), de même que la zone Euro (+1,9%), et la Chine, dont la modération de la croissance (+6,2%) démontre le renforcement de son marché domestique au détriment du développement de ses exportations. Certains pays émergents (Amérique Latine et Asie mineure) sont en proie à des crises monétaires majeures entraînant d'importantes difficultés économiques, tandis que d'autres (Asie du sud-est et Europe de l'est) devraient bénéficier d'une croissance proche de celle de 2018.

Les facteurs de risque au niveau européen résident principalement dans (i) les effets des tensions commerciales internationales, (ii) les déséquilibres persistants des finances publiques de pays endettés

et (iii) les effets de la modification de sa stratégie par la Banque Centrale qui a entrepris de réduire les stimuli à l'économie après avoir eu recours à une politique monétaire accommodante. Il est ainsi redouté que les moyens d'action des institutions financières et monétaires soient limités en cas de survenance d'une nouvelle crise économique ou financière.

Alors que les cycles conjoncturels pourraient être arrivés à maturité en Europe, la croissance économique en 2019 devrait se limiter à 1,8% en Allemagne, et à 1,6% en France.

II.2- Finances publiques

II.2.1- Association des Collectivités à l'assainissement des Finances Publiques

La loi de Finances de 2019 s'inscrit dans le cadre de la Loi de Programmation des Finances Publiques des années 2018-2022 qui ambitionne une réduction du déficit public. Ainsi, il est prévu sur le quinquennat en cours :

- Une baisse de 5 points de la dette publique,
- Une baisse de 3 points de la dépense publique,
- Une baisse de 1 point des prélèvements obligatoires.

Le **Pacte Financier**, imposé aux 322 Collectivités et EPCI les plus importants de France de 2018 à 2020, en est l'un des vecteurs par le biais de mesures d'encadrement des finances locales. Elles sont :

1- Un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités fixé à 1,2% par an (inflation comprise)

Cet objectif applicable à la CASA a représenté une forte contrainte dès l'année 2018 compte tenu des lourdes pénalités encourues en cas de non-respect dudit objectif.

2- Une capacité de désendettement inférieure à 12 années, pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 50 000 habitants, et donc dans le cas de la CASA, soit le nombre d'années d'Épargne Brute à consacrer au remboursement des capitaux restant dus

3- La réduction du besoin de financement des Collectivités Locales, pour un total de 13 milliards d'Euros à horizon 2022, à raison de 2,6 milliards d'Euros par an

Cet objectif n'est pas applicable à la CASA car sa capacité de désendettement était inférieure à 12 ans en 2017, et ne donnera pas lieu à sanction financière en cas de non-respect.

Le Pacte Financier prévoit un système de **bonus-malus** appliqué au moment du vote de chaque Compte de Gestion. En cas de non-respect du pacte financier, un mécanisme de correction portant sur les concours financiers ou sur les ressources fiscales (ponction de 0,75% du dépassement plafonnée à 2% des Recettes Réelles de Fonctionnement).

Globalement, l'effort demandé par l'Etat aux Collectivités Locales à l'horizon 2022 semble particulièrement peu vraisemblable à la Cour des Comptes (cf. Rapport annuel de 2018 du 08 février 2018).

C'est donc un effort cumulé de 13 milliards d'euros de réduction du besoin de financement que l'Etat attend des collectivités territoriales d'ici à 2022.

II.2.2- Réforme des flux avec l'Etat et de la fiscalité

II.2.2.1- Dotations de l'Etat

a- Enveloppe globale des concours

Sur le plan national, le montant des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales est figé jusqu'en 2022 à 48,49 milliards d'Euros.

b- Dotation Globale de Fonctionnement

La Loi de Finances pour 2019 introduit une réforme de la DGF en plusieurs points :

- Suppression de la notion d'EPCI pour le calcul de répartition de l'enveloppe entre les catégories
- Réintégration de la Contribution au Redressement des Finances Publiques dans le calcul de la Dotation d'Intercommunalité
- Création d'un complément de 5 Euros par habitant pour les EPCI ayant une Dotation d'Intercommunalité inférieure à 5 Euros par habitant, ce qui est le cas de la CASA (0,40 Euros par habitant en 2018), sauf si le potentiel fiscal de l'EPCI est supérieur au double du potentiel fiscal de sa strate
- Intégration du critère du revenu par habitant dans le calcul de la part « péréquation » de la DI en complément de la population, du CIF, du potentiel financier et de la valeur de point
- Nouvelles garanties d'évolution de 95% à 110% de la Dotation d'Intercommunalité par habitant de N / N-1
- Plafonnement du CIF à 0,60 pour toutes les catégories d'EPCI à fiscalité propre

c- Pérennisation des Dotations de Soutien à l'Investissement Public Local (DSIL) à 615M€ par an

II.2.2.2- Prélèvements de l'Etat

a- FPIC

L'enveloppe nationale du FPIC est figée à 1 milliard d'Euros depuis 2017 ; le mode de calcul étant inchangé en 2019, la contribution ne devrait être qu'en légère progression par rapport à 2018.

L'évolution tiendra aux critères « potentiel financier » (80%) et « revenu par habitant » (20%), ainsi que du CIF eu égard aux transferts de compétences vers l'EPCI.

b- Compensations fiscales

Comme pour l'année 2018, les compensations de Cotisations Economique Territoriale, Taxe d'Habitation et Taxe Foncière ne seront pas écrêtées.

II.2.2.3- Fiscalité

a- Le coefficient de revalorisation forfaitaire, calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPCH) entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2, **sera appliqué en 2019 s'élèvera à 1,022, soit une augmentation des bases de 2,20%.**

b- Cette augmentation d'appliquera sur les bases de Taxe d'Habitation ainsi que sur les bases de TFB non professionnelles. A cette progression forfaitaire il conviendra

de prévoir l'évolution physique issue de l'installation (et ou départ) de ménages et entreprises sur le territoire intercommunal.

c- Par ailleurs, la réforme « Macron » de la Taxe d'Habitation continue de s'appliquer avec un dégrèvement qui passe de 30% en 2018 à 65% en 2019 pour les ménages concernés. A noter que cette réforme n'impacte pas le produit fiscal des collectivités, l'Etat se substituant aux ménages concernés par le dégrèvement pour acquitter la Taxe d'Habitation.

II.3- Contexte institutionnel

II.3.1- Transferts de compétences

L'année 2017 avait vu les compétences suivantes être transférées à la CASA :

- « Création et gestion d'Aires d'Accueil des Gens du Voyage »
- « Promotion du Tourisme »

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la CASA exerce les compétences mentionnées ci-après :

- « GeMAPI »
- « Eaux Pluviales »
- « Création et gestion de Zones d'Activité Economique »

La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges s'est réunie les 18 décembre 2017 et 15 octobre 2018 pour déterminer le coût financier de l'ensemble de ces transferts, ainsi que pour régulariser le coût de transferts réalisés antérieurement.

En termes de perspectives, l'année 2019 sera consacrée à la préparation du transfert des compétences « Eau » et « Assainissement » qui sera effectif le 1^{er} janvier 2020.

II.3.2- Montée en puissance du Pôle Métropolitain « CAP AZUR »

La CASA, a adhéré, en 2018, au Pôle Métropolitain « CAP AZUR », avec les Communautés d'Agglomération « Pays de Grasse » et « Cannes Pays de Lérins » et la Communauté de Communes « Alpes d'Azur ».

Le Syndicat a des prérogatives en matière d'optimisation de la gestion des déchets, harmonisation des transports et actions en faveur du handicap et de la jeunesse.

Ainsi, l'année 2018 a vu les premières actions mises en œuvre en matière d'interconnexion des réseaux de transport ou d'installation d'Infrastructures de Recharge de Véhicules Electriques (« IRVE »).

Lors de l'année 2019, la présidence du Syndicat sera assurée par le Président de la CASA, et le plan d'actions sera poursuivi, portant sur un « Plan Vélo », une étude sur les axes à poursuivre de façon harmonisée en matière de gestion des déchets (compostage, « zéro déchet », etc.), ou encore de l'intégration de l'Intelligence Artificielle dans les modes de gestion des compétences des EPCI adhérents, visant ainsi un fort effet levier sur les propres travaux de la CASA pour qui l'« IA » figure parmi les priorités stratégiques immédiates.

III- Orientations Budgétaires

L'analyse rétrospective de la « santé » financière de la CASA constitue un préalable indispensable avant de se projeter sur les perspectives offertes tant en fonctionnement qu'en investissement.

L'évolution des recettes d'exploitation est analysée, et le comportement des dépenses d'exploitation, et plus spécifiquement les charges à caractère général, les dépenses de personnel et les charges financières, est observé.

De la même façon, la tendance des dépenses et recettes d'investissement est appréhendée.

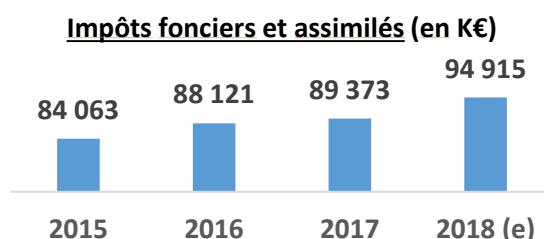
Enfin, les principaux indicateurs financiers tels que l'évolution des Dépenses Réelles de Fonctionnement, des Epargnes Brute et Nette, du Besoin de financement ou de la Capacité de désendettement, conformément, notamment, à l'article 13 de la Loi de Programmation des finances publiques 2018-2022 qui a complété l'article 107 de la Loi du 07 août 2015 dite « NOTRe » sur les obligations des collectivités en matière de Débat d'Orientations Budgétaires.

III.1- Budget Principal

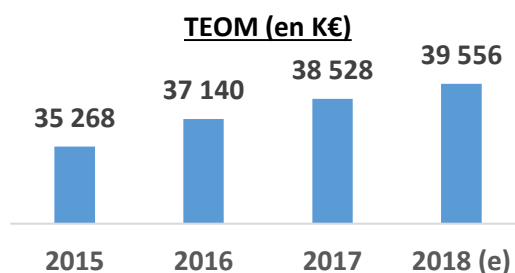
III.1.1- Analyse rétrospective

III.1.1.1- Section de Fonctionnement

III.1.1.1.1- Recettes

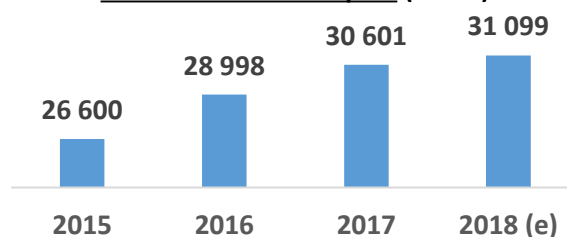


L'évolution des recettes fiscales de la CASA est dynamique, et a même connu une accélération au cours de l'année 2018.



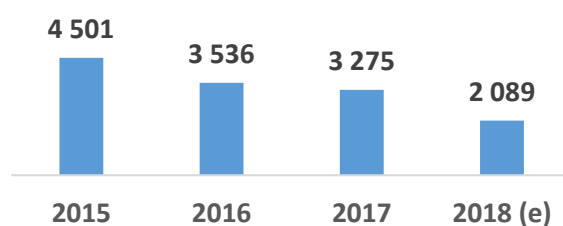
Dans le détail, la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères connaît une progression constante.

Versement de Transport (en K€)



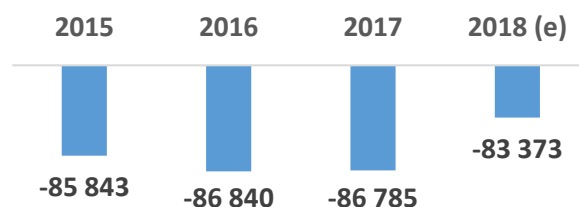
Il convient de noter, en matière de Versement de Transport, que l'année 2017 comprenait 491K€ de rattachements imputables à l'année 2016 en lien avec le rehaussement de 9 à 11 salariés des effectifs taxables. Retraitée de cet élément, l'évolution du Versement de Transport apparaît en constante progression sur la période.

Compensation de fiscalité (en K€)



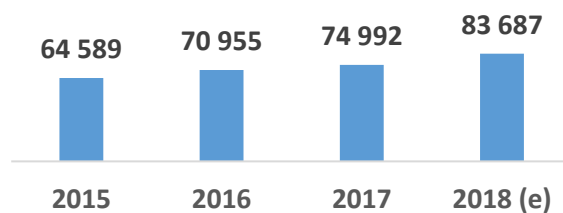
Les compensations de fiscalité perçues de l'Etat décroissent tendanciuellement, sous l'effet de la non-reconduction de certains dispositifs de dégrèvement d'exonération.

Reversements à l'Etat et aux Communes membres (en K€)



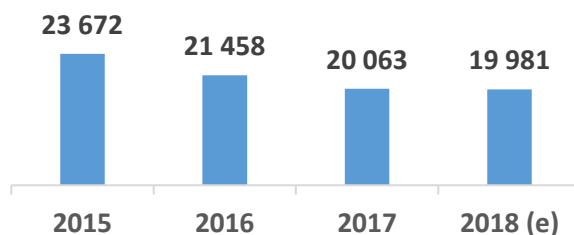
Les reversements globaux de fiscalité effectués par la CASA ont connu une inflexion en 2018 en raison, d'une part, de l'arrêt de l'abondement de l'EPCI à la part due par ses Communes membres au titre du prélèvement « FPIC » et, d'autre part, de l'imputation sur les Attributions de Compensation de l'année 2018 du coût des transferts de compétences récemment remises à la CASA, y compris le coût propre à l'année 2017.

Ressources fiscales nettes (en K€)



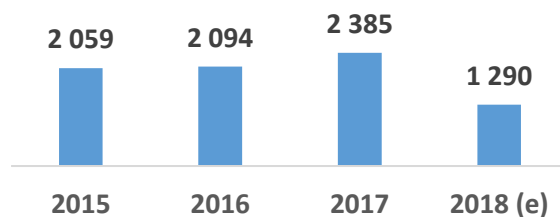
Ainsi, les recettes fiscales nettes de la CASA sont, l'ensemble des précédents effets pris en compte, en constante progression sur la période « 2015-2018 ».

Dotations et participations (en K€)



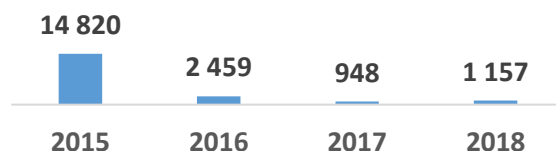
Les subventions perçues des partenaires sont en diminution, en raison des contraintes financières rencontrées par ces derniers.

Autres produits de gestion courante (en K€)



Les recettes des déchèteries (1,1M€/an) sont perçues par UNIVALOM depuis 2018, expliquant l'écart avec l'année 2017.

Produits exceptionnels (En K€)

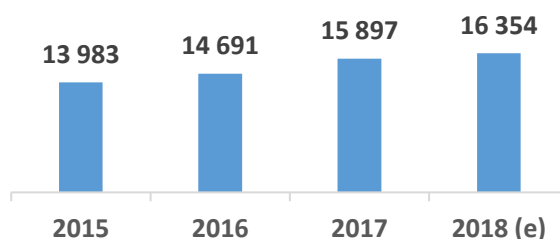


L'année 2018 correspond à un retour à une situation normale après l'effet « contentieux des bases fiscales » en 2015.

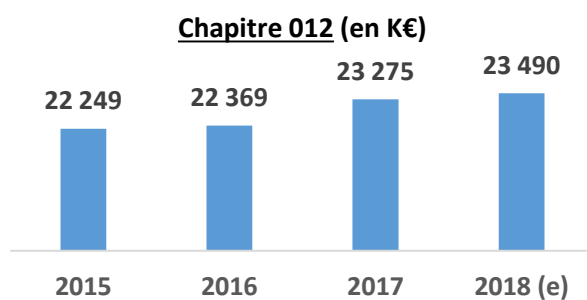
Les produits exceptionnels concernent dorénavant essentiellement des annulations de rattachements sur années passées.

III.1.1.1.2- Dépenses

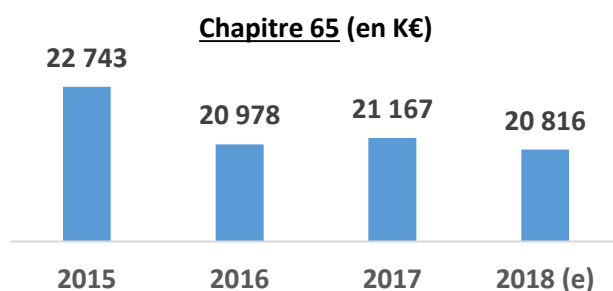
Chapitre 011 (en K€)



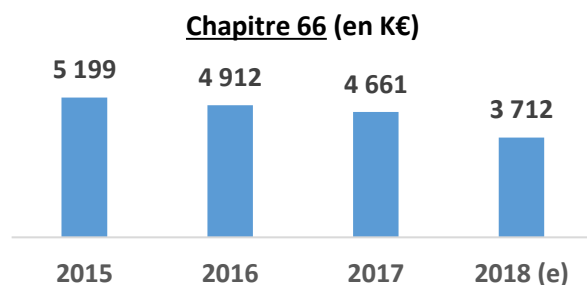
Les dépenses appartenant au Chapitre 011 ont connu une augmentation en 2018 due à la hausse du coût des et principaux marchés (+700K€), partiellement compensée par une forte pression sur les autres dépenses générales qui, elles, peuvent être maîtrisées par la CASA.



Les dépenses relevant du Chapitre 012 ont présenté une augmentation en 2017 due à différents transferts de compétences, dont le coût net a été répercuté sur les Attributions de Compensations versées aux Communes membres.

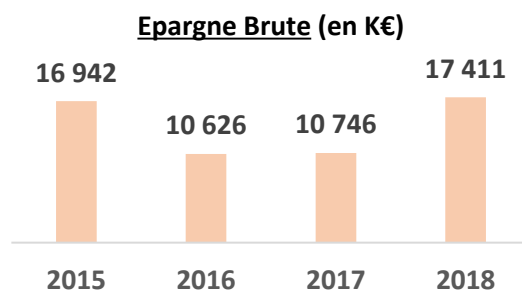


La contribution aux Budgets Annexes, aux partenaires (déchets) ainsi que les subventions sont relativement stables depuis 2016, après une baisse sensible du coût du traitement des déchets facturé par UNIVALOM.



Grâce à un recours à l'endettement au plus juste, et à des taux d'intérêt en forte baisse, le coût de la dette décroît continuellement, avec un effet mécanique supplémentaire en 2018 lié au transfert de l'opération TCSP au Budget Annexe de la Régie à autonomie financière des Transports.

III.1.1.1.3- Epargne Brute



III.1.1.1.4- Dépenses Réelles de Fonctionnement

Le dispositif de contractualisation financière entre l'Etat et la CASA (« Pacte Financier ») définit les Dépenses Réelles de Fonctionnement comme les charges nettes de l'exercice entraînant des mouvements réels, au sein de la Section de Fonctionnement. Elles correspondent aux débits nets des comptes appartenant aux chapitres suivants :

« 011 - Charges à caractère général »

« 012 - Charges de personnel »

« 65 - Autres charges de gestion courante »

« 66 - Charges financières »

« 67 - Charges exceptionnelles » (hors comptes 675 et 6761)

Auxquels il convient de retrancher :

« 013 – Atténuations de charges »

Et hors :

« 014 – Atténuations de produits »

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont été les suivantes (en K€) :

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------|--------|--------|--------|
| 65 076 | 62 996 | 65 078 | 60 779 |

Pour information, le montant des Dépenses Réelles de Fonctionnement autorisées en 2018 sont de 65 761K€.

III.1.1.1.5- Synthèse de la Section de Fonctionnement (en €)

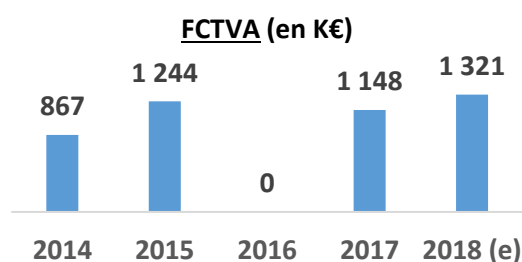
| RECETTES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------|----------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 9 066 076 | 8 190 091 | 8 481 872 | 8 758 395 |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 381 554 | 222 791 | 138 922 | 4 164 611 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 107 146 | 0 | 0 | 0 |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 1 800 149 | 1 701 246 | 1 306 524 | 3 152 384 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 145 931 243 | 154 257 926 | 159 929 754 | 165 570 256 |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 28 173 081 | 25 011 963 | 23 337 991 | 22 574 694 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 2 059 245 | 2 093 917 | 2 385 424 | 1 289 796 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 14 819 890 | 2 458 925 | 948 321 | 1 156 892 |
| 78 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | | 8 550 000 |
| TOTAL | | 202 338 385 | 193 936 861 | 196 528 808 | 215 217 030 |

| DEPENSES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------|------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 13 983 005 | 14 691 386 | 15 896 358 | 16 354 382 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 22 249 296 | 22 368 689 | 23 275 028 | 23 490 485 |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 110 765 272 | 111 901 971 | 112 084 847 | 116 057 925 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 9 048 687 | 8 564 163 | 8 554 197 | 9 219 056 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 22 742 832 | 20 978 383 | 21 166 895 | 20 815 552 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 5 198 555 | 4 911 938 | 4 660 623 | 3 711 756 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 1 284 030 | 268 459 | 217 601 | 67 594 |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | 1 670 000 | 1 770 000 | 1 770 000 | 71 919 |
| TOTAL | | 186 941 676 | 185 454 989 | 187 625 548 | 189 788 670 |

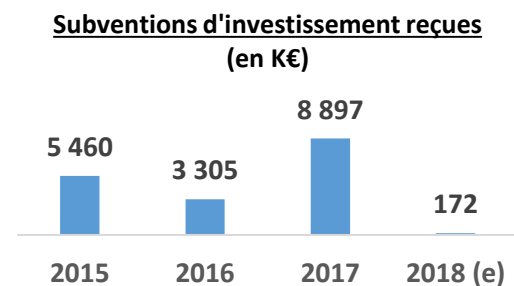
Ainsi, le résultat de la section de fonctionnement s'est élevé, au titre de l'exercice 2018, à la somme de 16 669 965,88 Euros.

III.1.1.2- Section d'Investissement

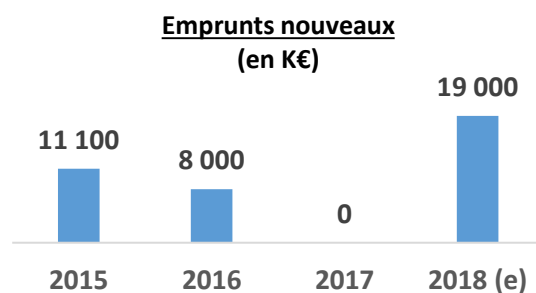
III.1.1.2.1- Recettes



Un important travail de régularisation des demandes d'éligibilité de dépenses au FCTVA a été mené en 2018 et a donné lieu à des perceptions substantielles sur l'exercice. Dorénavant, les procédures en places permettront des remboursements réguliers.

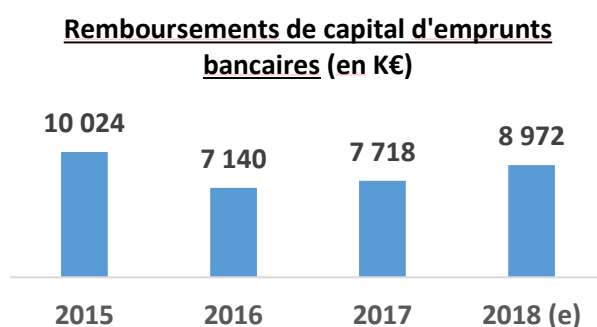


Depuis 2018, l'« opération TCSP » est retracée dans le Budget Annexe de la Régie des Transports.

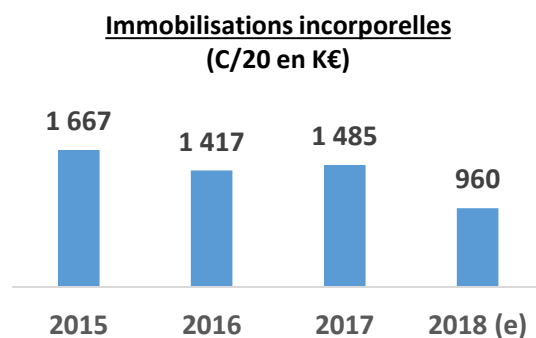


Le haut niveau d'investissements réalisés par le Budget Principal et le niveau modeste de l'Épargne Nette induisent un recours à l'emprunt.

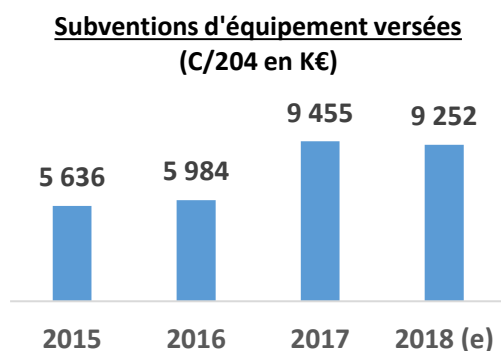
III.1.1.2.2- Dépenses



Les échéances des emprunts réalisés étant essentiellement fixes, la part du capital remboursé progresse mathématiquement.



Depuis l'année 2018, les investissements réalisés dans le cadre du TCSP sont portés par le Budget Annexe de la Régie à autonomie des Transports « Envibus ».

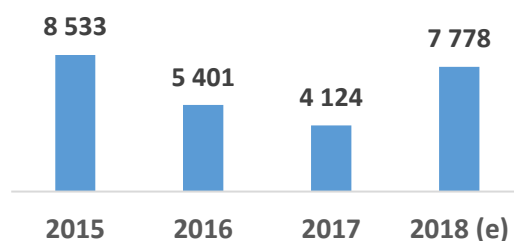


Malgré la contrainte financière induite par le Pacte Financier, la CASA a maintenu, lors de l'année 2019, un haut niveau de solidarité avec ses Communes membres, à travers notamment les Fonds de concours.

Par ailleurs, le soutien à la production et à la réhabilitation de logements sociaux demeure une priorité pour la CASA à travers le versement de subventions d'équipement aux opérateurs « habitat ».

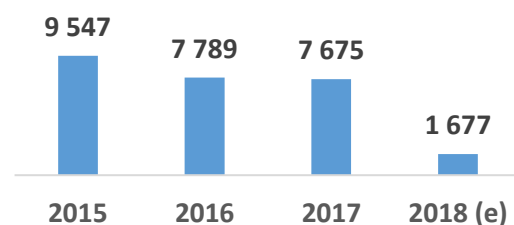
Immobilisations corporelles (c/21)

en K€



Immobilisations en cours

(C/23 en K€)



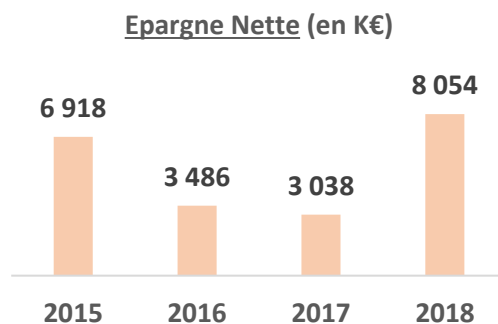
Depuis l'année 2018, les investissements relatifs au TCSP sont portés par le Budget Annexe de la Régie des Transports.

III.1.1.2.3- Synthèse de la Section d'Investissement (en €)

| DEPENSES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|----------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 0 | 2 011 224 | 1 204 576 | 12 909 844 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 107 146 | 0 | | |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 248 257 | 40 393 | 17 048 | 0 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | 0 | 0 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 10 023 901 | 7 139 969 | 7 717 960 | 17 227 739 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 1 666 521 | 1 416 763 | 1 484 900 | 959 862 |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | 5 635 650 | 5 984 492 | 9 455 489 | 9 252 273 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 5 367 181 | 4 102 142 | 7 463 842 | 4 719 454 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 9 547 305 | 7 788 512 | 7 674 568 | 1 676 599 |
| 26 | PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI. | 1 499 855 | 0 | 1 499 810 | 0 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 55 208 | 3 120 | 55 903 | 5 438 |
| 45 | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | 241 709 | 169 837 | 812 068 | 2 115 100 |
| TOTAL | | 34 392 732 | 28 656 453 | 37 386 166 | 48 866 310 |

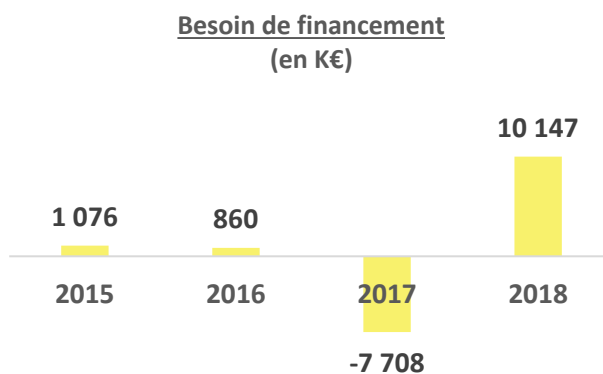
| RECETTES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------|----------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 4 850 985 | 0 | | |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 9 048 687 | 8 564 163 | 8 554 197 | 9 219 056 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 248 257 | 40 393 | 17 048 | 0 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 1 293 376 | 7 206 617 | 1 147 959 | 1 465 198 |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 5 459 815 | 3 305 309 | 8 896 508 | 172 384 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 11 100 000 | 8 000 000 | 22 870 | 19 020 800 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | 789 | 0 |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | 0 | 0 | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 727 | 497 | 0 | 58 333 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 130 902 | 0 | 203 493 | 1 284 825 |
| 26 | PARTICIPATIONS, CRÉANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | | | | 0 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 2 458 | 13 332 | 4 917 048 | 2 529 |
| 28 | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | 0 | 0 | | |
| 45 | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | 246 301 | 321 565 | 716 411 | 2 417 423 |
| TOTAL | | 32 381 508 | 27 451 877 | 24 476 323 | 33 640 549 |

III.1.1.2.4- Epargne Nette



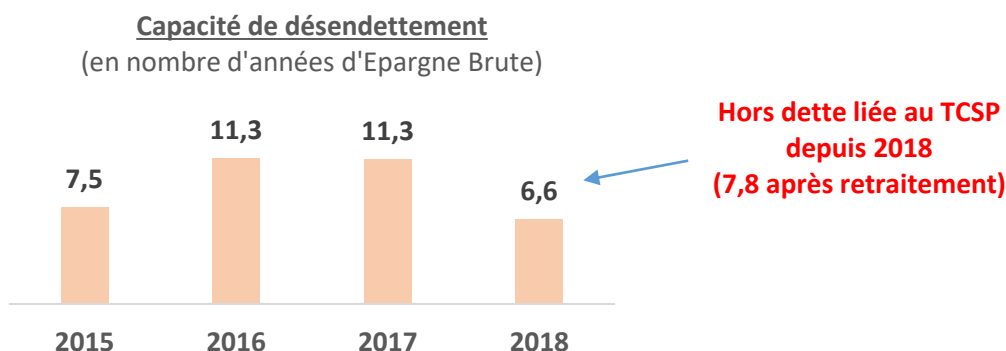
Après une année 2017 de tension sur l'Epargne Nette, celle-ci retrouve en 2018 un niveau substantiel pour contribuer au financement des investissements.

III.1.1.2.5- Trajectoire du besoin de financement



En moyenne, la dette nette ne s'est accrue que de 1 million d'Euros par an lors des 4 dernières années.

III.1.1.2.6- Capacité de désendettement



La capacité de désendettement est nettement inférieure au plafond applicable à la CASA (12 années).

III.1.2- Eléments prospectifs

La Loi dite « NOTRe » requiert que l'évolution des flux de fonctionnement et d'investissement soit appréhendée.

Compte tenu du calendrier électoral, seules les années 2019 et 2020 sont extrapolées dans le contexte de la stratégie de la CASA.

Ainsi, dans le contexte du **pacte financier contraignant** et de l'accroissement de la péréquation verticale, la construction du Budget Primitif de l'année 2019 de la CASA servira les **objectifs suivants** :

- Une fiscalité aux taux inchangés parmi les plus bas de la Région
- Un effort de solidarité envers les Communes membres
- Un programme d'investissement centré sur compétences prioritaires (développement économique, solidarité, aménagement et services de proximité)

III.1.2.1- Section de Fonctionnement

III.1.2.1.1- Evolution anticipée en 2019 et 2020 (en €)

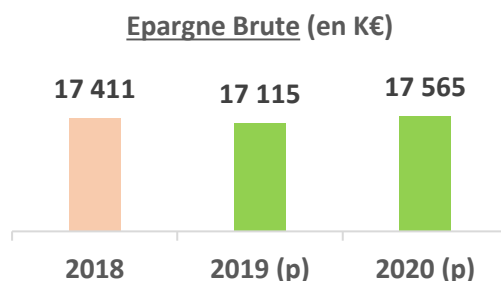
| DEPENSES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 16 354 382 | 16 517 926 | 16 683 105 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 23 490 485 | 23 250 000 | 23 350 000 |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 116 057 925 | 117 218 504 | 118 390 689 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0 | 0 | 0 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 9 219 056 | 9 500 000 | 9 700 000 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 21 319 144 | 21 532 336 | 21 747 659 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 3 711 756 | 3 776 615 | 3 814 381 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 67 594 | 100 000 | 100 000 |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | 71 919 | | |
| TOTAL | | 190 292 262 | 191 895 381 | 193 785 835 |

| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|----------|----------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 8 758 395 | 14 381 413 | 16 250 000 |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 4 164 611 | 4 100 000 | 4 100 000 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 0 | 0 | 0 |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 3 152 384 | 3 183 908 | 3 215 747 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 165 570 256 | 168 881 662 | 171 414 887 |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 22 574 694 | 21 445 960 | 21 017 040 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 1 289 796 | 1 289 796 | 1 289 796 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 2 | 0 | 0 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 1 156 892 | 100 000 | 100 000 |
| 78 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 8 550 000 | 0 | 0 |
| TOTAL | | 215 217 030 | 213 382 739 | 217 387 470 |

III.1.2.1.2- Dépenses Réelles de Fonctionnement prévues en 2019 et 2020 (en K€)

| | 2 018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|------------------|--------|----------|----------|
| Montant anticipé | 60 275 | 60 568 | 61 081 |
| Montant autorisé | 65 761 | 66 451 | 67 149 |

III.1.2.1.3- Epargne Brute anticipée en 2019 et 2020



Le niveau de CAF brute anticipé est minimal pour financer le remboursement de la dette et participer à l'autofinancement des investissements.

III.1.2.1.4- Autres éléments

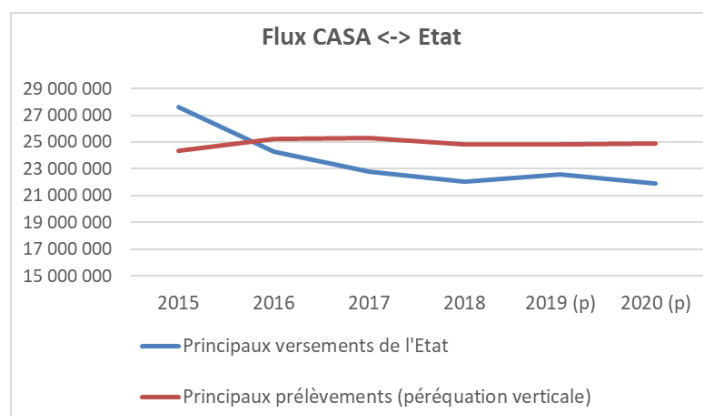
a- Accroissement de la péréquation verticale

La CASA, comme l'ensemble des collectivités, est concernée par la baisse des dotations et l'augmentation de la péréquation verticale.

La Dotation d'Intercommunalité pourrait toutefois s'inscrire en hausse.

Le solde net des principaux flux entre l'EPCI et la CASA sont en défaveur de cette dernière :.

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| RECETTES PERCUES | | | | | | |
| Dotation d'intercommunalité (nette de prélèvements) | 2 988 585 | 992 455 | 318 413 | 87 708 | 1 092 256 | 1 092 256 |
| Dotation de compensation des EPCI | 20 120 240 | 19 728 899 | 19 184 629 | 18 782 063 | 18 396 937 | 17 845 029 |
| Dotation Globale de Décentralisation | | 18 625 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Principales dotations de l'Etat | 23 108 825 | 20 739 979 | 19 503 042 | 18 869 771 | 19 489 193 | 18 937 285 |
| Compensation des pertes de base d'imposition à la CET | 2 447 591 | 1 835 693 | 1 223 796 | 1 187 082 | 1 151 470 | 1 116 926 |
| Dotation unique des compensations spécifiques à la TP | | | 69 078 | 67 006 | 64 995 | 63 046 |
| Compensation d'exonérations de CET | 284 102 | 258 918 | 14 675 | 14 235 | 13 808 | 13 393 |
| Compensation d'exonération de Taxe d'Habitation | 1 769 209 | 1 441 223 | 1 967 422 | 1 908 399 | 1 851 147 | 1 795 613 |
| Principales compensations versées par l'Etat | 4 500 902 | 3 535 834 | 3 274 971 | 3 176 722 | 3 081 420 | 2 988 978 |
| Principaux versements de l'Etat | 27 609 727 | 24 275 813 | 22 778 013 | 22 046 493 | 22 570 613 | 21 926 262 |
| REVERSEMENTS EFFECTUES | | | | | | |
| FPIC | 1 344 696 | 2 204 304 | 2 308 496 | 1 827 402 | 1 918 772 | 2 014 711 |
| FNGIR | 23 008 126 | 23 008 127 | 23 008 116 | 23 008 138 | 23 008 138 | 23 008 138 |
| Principaux prélèvements (péréquation verticale) | 24 352 822 | 25 212 431 | 25 316 612 | 24 835 540 | 24 926 910 | 25 022 849 |
| Solde des flux de/vers l'Etat | 3 256 905 | -936 618 | -2 538 599 | -2 789 047 | -2 356 297 | -3 096 586 |



b- Fiscalité

- Positionnement local de la CASA en termes de fiscalité

La CASA maintiendra, au cours de l'année 2018, les taux de fiscalité directe locale qui, situés dans le contexte des EPCI des Alpes Maritimes, figurent parmi les plus bas niveaux :

| | CA Cannes Pays de Lérins * | CA Pays de Grasse ** | Métropole NCA | CA Riviera Française *** | CA Sophia Antipolis |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Cotisation Foncière des Entreprises | 28,65% | 29,22% | 28,88% | 32,19% | 25,27% |
| Taxes dont la base représente 50% de la valeur locative cadastrale | 12,25% | 15,10% | 15,30% | 13,00% | 9,50% |
| Dont Taxe Foncière sur les propriétés Bâties | 0,00% | 0,10% | 6,40% | 0,00% | 0,00% |
| Dont Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères | 12,25% | 15,00% | 8,90% | 13,00% | 9,50% |
| Versement de Transport | 1,75% | 1,75% | 2,00% | 0,40% | 1,50% |
| Taxe d'Habitation | - | 8,17% | 8,13% | 8,08% | 7,96% |
| Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties | - | 2,60% | 1,47% | 1,08% | 0,88% |
| Taxe "GeMAPI" additionnelle à : | Taxe Foncière | - | - | 0,422% | - |
| | Taxe Foncière sur les propriétés Bâties | - | - | 0,619% | - |
| | Taxe d'Habitation | - | - | 0,691% | - |
| | Cotisation Foncière des Entreprises | - | - | 0,755% | - |

* Taux de TEOM pour la Commune de Cannes, ceux des autres Communes étant les suivants :

- Le Cannet : 15,37%
- Mandelieu La Napoule : 9,35%
- Mougins : 12,16%
- Théoule sur mer : 7,5%

Par ailleurs, la CA de Cannes Pays de Lérins n'a pas voté de taux supérieur à zéro pour la Taxe d'Habitation et la Taxe Foncière sur les propriétés Bâties.

* * CAPG : moyenne car lissage 3% suite à modification de périmètre de l'EPCI

* * * CARF : le taux voté correspond à une configuration territoriale et une offre de transport qui ne sont pas comparables à ceux des autres EPCI.

- Projection de recettes

L'évolution de la fiscalité fluctue en fonction des ajustements législatifs apportés chaque année. Ainsi l'année 2017 a vu l'entrée en application de la Révision des Valeurs Locatives des Locaux Professionnels.

Les variations annuelles des principaux produits fiscaux de la CASA sont les suivantes :

| Impôts | 2015 | 2016 * | 2017 | 2018 | 2018/2017 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|---------------------------------|------------|------------|------------|------------|-----------|------------|------------|
| TEOM | 35 042 032 | 37 535 692 | 38 157 826 | 39 555 504 | 4% | 40 346 614 | 41 153 546 |
| Taxes foncières et d'habitation | 60 911 104 | 81 433 846 | 64 863 201 | 68 902 323 | 6% | 69 246 835 | 70 631 771 |
| IFER | 782 309 | 793 193 | 855 205 | 976 377 | 14% | 986 141 | 1 005 864 |
| CVAE | 18 282 822 | 17 070 645 | 18 907 209 | 20 234 587 | 7% | 20 580 728 | 20 845 672 |
| TASCOM | 2 443 157 | 2 476 765 | 3 059 935 | 3 286 339 | 7% | 3 352 066 | 3 419 107 |
| Versement Transport | 26 600 239 | 28 997 519 | 30 600 921 | 30 499 493 | -0,30% | 30 804 488 | 31 112 532 |

* Dont pénalité versée par l'Etat suite au contentieux sur les bases de Sophia Antipolis

Il convient de noter que les recettes des années 2015 et 2016 ont été marquées par la conclusion du contentieux sur l'évaluation des valeurs locatives de certains locaux de type tertiaire, occasionnant un produit non récurrent.

Les recettes fiscales de la CASA sont donc attendues, par prudence, en hausses allant de 0,5 à 2% en 2019 par rapport à 2018, bien que la dynamique récente ait indiqué des mouvements plus puissants.

c- Solidarité communautaire

- Dotation de Solidarité Communautaire

Bien que le contexte soit tendu, la CASA souhaite poursuivre son action d'accompagnement auprès des communes membres en maintenant sa solidarité communautaire qui passe par différents moyens dont :

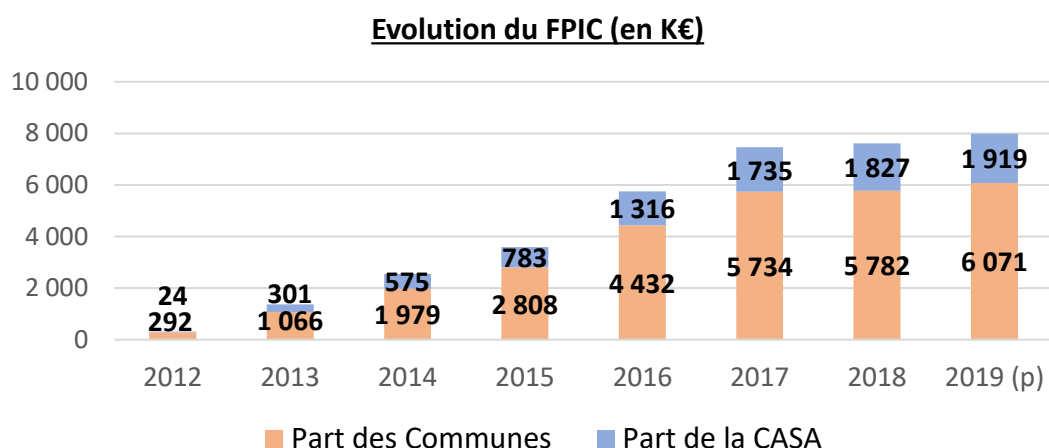
- La **Dotation de Solidarité Communautaire** répartie entre toutes les Communes membres de la CASA selon des critères stabilisés pour un montant de **6 millions d'Euros jusqu'en 2018 sera de 5,4 millions d'Euros en 2019**
- Les **fonds de concours et offres de concours**, dont l'enveloppe globale reste à **5 millions d'Euros**, sont accessibles à toutes les Communes et couvrent de nombreuses thématiques

Il convient de rappeler que la solidarité communautaire avait donné lieu à 8 millions d'Euros de versements annuels moyens vers les Communes lors du précédent mandat.

- Ajustement des autres formes de solidarité

Historiquement, la solidarité concrétisée par la CASA envers ses Communes membres a longtemps pris la forme d'une prise en charge, par la CASA, d'une partie du prélèvement au titre du **Fonds de solidarité de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC)** imputable aux Communes

Il a été décidé, de façon unanime par le Bureau Communautaire en 2016, de mettre un terme à cette prise en charge à compter de l'exercice 2018, et ce sans limitation de durée.



La part intercommunale du FPIC est donc attendu en hausse d'au moins 5% en 2019 à comparer à 2018.

d- Dynamisation des recettes de fonctionnement

Un des objectifs majeurs de l'année 2019 sera d'accroître les recettes de fonctionnement par le biais des actions suivantes :

- Mettre en place de nouveaux partenariats financiers en contractualisant avec les autres collectivités comme la Région ou le Département
- Organiser de la manière la plus structurée possible les recherches de financements extérieurs (fonds européens...)
- Optimiser la gestion du patrimoine.

Les autres recettes composées de recettes de billetteries et de loyers devraient évoluer de 2%, et les recettes de subventions sont attendues en légère baisse.

L'enjeu sera, en 2019, de préserver une marge nette d'autofinancement sur l'ensemble des budgets afin de préserver les capacités d'investissement de la CASA.

e- Maîtrise des dépenses de fonctionnement

- Dépenses hors personnel

Les **objectifs** sont, pour 2019 :

- Contenir l'évolution des charges de fonctionnement en se concentrant sur les priorités du mandat notamment pour les subventions et les actions engagées par les services
- Financer les actions nouvelles par redéploiement des crédits du service ou de la DGA
- Rechercher les modalités d'un achat public plus performant notamment en accentuant le recours au groupement de commande, en renégociant les contrats en cours de renouvellement
- Améliorer la connaissance précise du patrimoine par un inventaire exhaustif des biens
- Préparer l'audit préalable à la prise de nouvelles compétences eau assainissement
- Actualiser les attributions de compensation au regard des transferts effectués (politique de la ville, équipements culturels, aires d'accueil des gens du voyage, etc.)
- Finaliser les transferts des compétences « GEMAPI » et « eaux pluviales », effectifs depuis le 1^{er} janvier 2018.

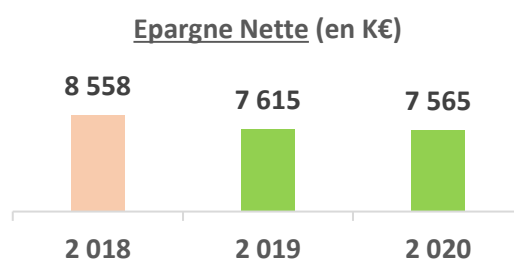
III.1.2.2- Section d'Investissement

III.1.2.2.1- Evolution anticipée en 2019 et 2020 (en €)

| DEPENSES | | 2018 | 2019 | 2020 |
|--------------|----------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 12 909 844 | 0 | 0 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 0 | 0 | 0 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 0 | 0 | 0 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 0 | 0 | 0 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 17 227 739 | 11 170 000 | 11 670 000 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 959 862 | 900 000 | 800 000 |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | 9 252 273 | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 4 719 454 | 4 200 000 | 4 000 000 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 1 676 599 | 1 300 000 | 1 500 000 |
| 26 | PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI. | 0 | 0 | 0 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 5 438 | 0 | 0 |
| 45 | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | 2 115 100 | 1 600 000 | 1 600 000 |
| TOTAL | | 48 866 310 | 29 170 000 | 29 570 000 |

| RECETTES | | 2018 | 2019 | 2020 |
|----------|---------------------------------------------|------------|------------|------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 0 | 0 | 0 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0 | 0 | 0 |
| 024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | 0 | 5 100 000 | 0 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 9 219 056 | 9 500 000 | 9 700 000 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 0 | 0 | 0 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 1 465 198 | 1 300 000 | 1 200 000 |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 172 384 | 150 000 | 135 000 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 19 020 800 | 12 900 000 | 11 000 000 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 0 | 0 | 0 |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | 0 | 0 | 0 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 0 | 0 | 0 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 1 284 825 | 0 | 0 |
| 26 | PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES | 0 | 0 | 0 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 2 529 | 0 | 0 |
| 28 | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | 0 | 0 | 0 |
| 45 | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | 2 417 423 | 2 000 000 | 2 000 000 |
| TOTAL | | 33 582 216 | 30 950 000 | 24 035 000 |

III.1.2.2.2- Epargne Nette anticipée en 2019 et 2020

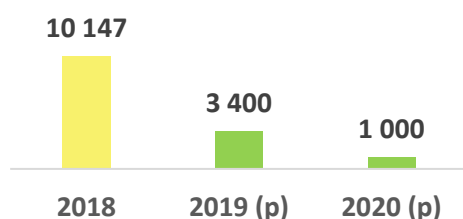


Le niveau de CAF nette anticipé correspond à un objectif minimal compte tenu des investissements à réaliser et de l'impératif de limiter le recours à l'endettement.

III.1.2.2.3- Engagements pluriannuels

a- Dette

- Besoin de financement (en K€)



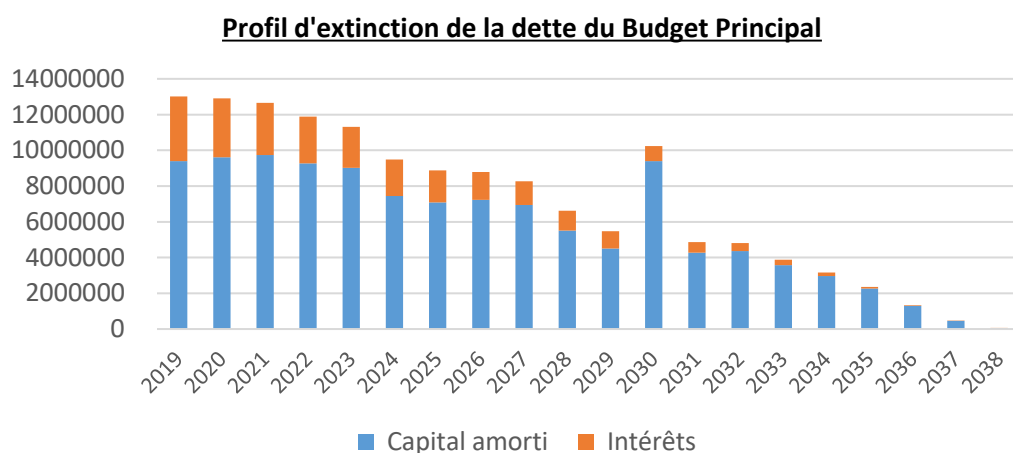
La contrainte exercée sur les dépenses de fonctionnement cumulée au dynamisme des recettes et à la sélectivité des investissements devrait permettre une réduction de l'accroissement annuel net de la dette.

L'effet cumulé de la rigueur de gestion des dépenses de fonctionnement, qui préservera le niveau d'Epargne Brute, et de recours à l'emprunt limité au strict nécessaire devrait permettre de maintenir une capacité de désendettement relativement stable, d'environ 7 années en 2019 et 2020.

- Principales caractéristiques de la dette

- Le Budget Principal compte 38 lignes de prêts
- La totalité de ces prêts est classée « 1-A » dans la Charte de Bonne Conduite
- Le capital restant dû au 31 décembre 2018 est de 114 395 487 Euros
- Le taux moyen est de 3,29%
- La durée de vie résiduelle est de 12 ans et 9 mois
- La structure de risque des taux est la suivante :
 - 86,01% des prêts sont à taux fixes
 - 9% à taux variable administré (index Livret A)
 - 4,99% à taux variable (index Euribor 3 mois)

Le profil d'extinction de la dette du Budget Principal est le suivant :



b- Plan Pluriannuel d'Investissement

La CASA maintiendra, pour son Budget Principal, un haut niveau d'investissement en 2019 et 2020, tout en se montrant sélective dans les thématiques.

Il peut notamment être cité à titre d'exemples (liste non exhaustive) :

| Libellé | Durée | Total | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|------------------------------------------------------------------------|-------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Cœur de ville - fonds de concours | 3 | 4 000 000 | 1 800 000 | 1 000 000 | 1 200 000 | |
| Galerie Madoura / Pôle "Céramique" - études | 2 | 12 000 | 12 000 | | | |
| Aire d'Accueil des Gens du Voyage d'Antibes | 1 | 500 000 | 500 000 | | | |
| Fonds de concours | 5 | 20 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 |
| Offre de concours "Piscine de La Colle sur Loup" | 2 | 3 300 000 | 300 000 | 3 000 000 | | |
| Offre de concours "STEP de Châteauneuf" | 1 | 100 000 | 100 000 | | | |
| Offre de concours "Ecole du Pont du Loup" | 2 | 1 200 000 | 400 000 | 800 000 | | |
| Subvention OPAL | 2 | 125 000 | 125 000 | | | |
| Subvention SABLES | 1 | 200 000 | 200 000 | | | |
| SophiaTech 2.0 | 4 | 190 000 | 110 000 | 80 000 | | |
| Subventions aux bailleurs sociaux | 3 | 10 200 000 | 5 200 000 | 5 000 000 | | |
| Etude du contournement du giratoire des Bouillides | 1 | 10 000 | 10 000 | | | |
| Mobilité | 1 | 730 000 | 730 000 | | | |
| Pistes cyclables hors ZAE | 1 | 669 760 | 167 440 | 167 440 | 167 440 | 167 440 |
| Passerelles de vélos | | 68 600 | 68 600 | | | |
| Zone dédiée à l'expérimentation de véhicules autonomes (Trois Moulins) | 1 | 575 000 | 575 000 | | | |
| Diverses conduites d'opérations | 1 | 100 000 | 100 000 | | | |
| Aménagement de réserves foncières | 1 | 340 000 | 340 000 | | | |
| Opérations pour compte de tiers | 2 | 4 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | | |
| Autres investissements | 1 | 250 000 | 250 000 | | | |
| Total des dépenses | | 46 320 360 | 17 988 040 | 17 047 440 | 6 367 440 | 5 167 440 |

III.2- Budgets Annexes

III.2.1- Budget Annexe de la Régie à autonomie des Transports « Envibus »

Le Budget Annexe a connu un changement de périmètre en 2018 sous la forme d'un transfert, par le Budget Principal, de l'opération « TCSP », de sorte à ce que la construction et l'exploitation du BHNS soient retracées dans le même cadre budgétaire, dédié à l'activité de transport de voyageurs.

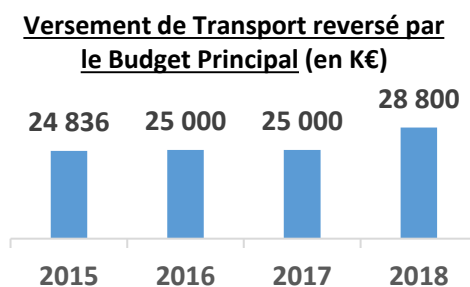
Ainsi, par voie d'une délibération en date du 27 septembre 2018, les actifs (investissements) et passifs (notamment des emprunts) ont été apportés au Budget Annexe de la Régie à autonomie financière des Transports « Envibus ».

Il en découle d'une part que le « BART » porte les investissements relatifs à la construction du TCSP, et d'autre part qu'il réalise et assume le remboursement des financements levés

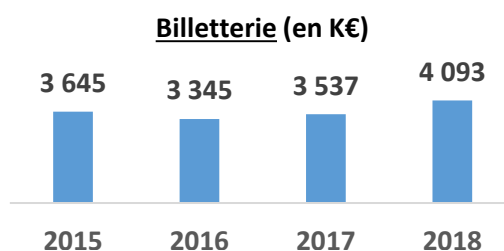
III.2.1.1- Analyse rétrospective

III.2.1.1.1- Section d'Exploitation

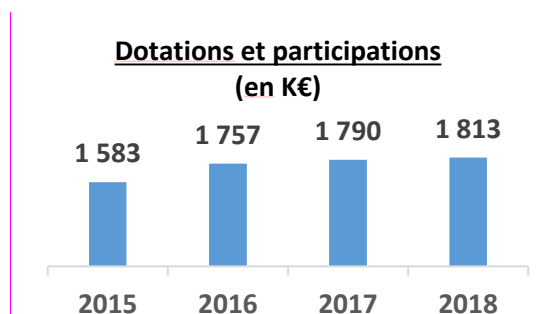
a- Recettes



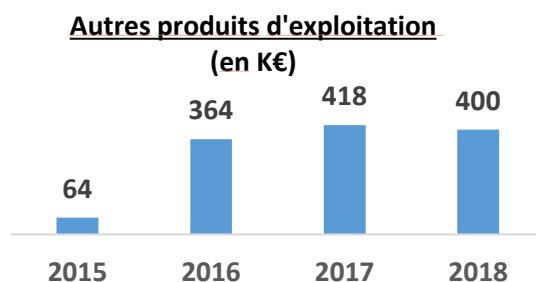
La montée en puissance des travaux du TCSP impliquent une augmentation du reversement de Versement de Transport par le Budget Principal.



Les recettes de billetterie ont connu une hausse relativement forte en 2018, notamment sous l'effet de la création du ticket de dépannage.

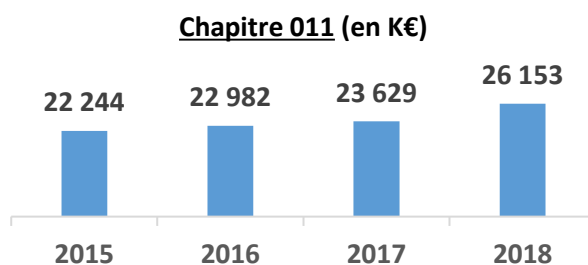


Il s'agit essentiellement de la Dotation Globale de Décentralisation et de compensations versées par la Région Sud PACA pour le transport scolaire.

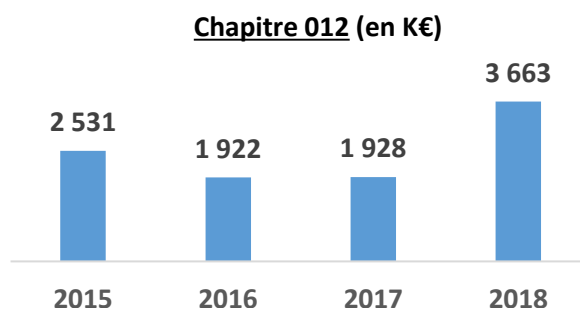


Ce poste de recettes concerne principalement la location des dépôts des Trois Moulins et de Saint Bernard au prestataire.

b- Dépenses



Il s'agit essentiellement du coût des marchés de transport (22,5M€).



L'évolution en 2018 reflète la mise en œuvre d'une nouvelle méthodologie de ventilation des charges de structure mutualisées, couvrant notamment de la masse salariale.

c- Synthèse (en €)

| DEPENSES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------|------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 22 244 118 | 22 981 867 | 23 628 562 | 26 153 104 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 2 531 198 | 1 921 556 | 1 927 724 | 3 662 734 |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 0 | | | |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 3 056 160 | 3 740 521 | 2 821 903 | 2 565 371 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 676 005 | 691 299 | 710 519 | 142 537 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 721 680 | 822 816 | 755 425 | 1 550 350 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 530 | 109 | 0 | 0 |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | 0 | | 700 000 | 1 341 279 |
| TOTAL | | 29 229 691 | 30 158 168 | 30 544 134 | 35 415 375 |

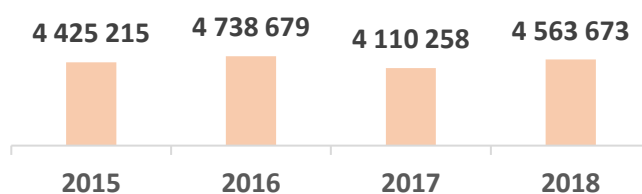
| RECETTES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------|----------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 676 163 | 1 301 304 | 2 299 462 | 2 887 817 |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 63 266 | 17 277 | 26 408 | 9 114 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | | | 0 | 0 |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 3 645 492 | 3 344 683 | 3 537 416 | 4 092 699 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 24 835 537 | 25 000 000 | 25 000 000 | 28 800 000 |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 1 582 589 | 1 756 586 | 1 790 132 | 1 813 150 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 834 | 346 296 | 391 125 | 390 802 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 471 028 | 691 485 | 387 409 | 966 632 |
| TOTAL | | 31 274 909 | 32 457 630 | 33 431 951 | 38 960 214 |

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2018 a représenté un excédent de 657 022,66 Euros.

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont été les suivantes (en €) :

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|------------|------------|------------|------------|
| 26 110 265 | 26 400 371 | 26 995 823 | 31 499 611 |

d- Epargne Brute (en €)



La CAF brute doit être maintenue à un niveau substantiel pour faire face à la dette levée pour financer les travaux du TCSP et participer à son autofinancement.

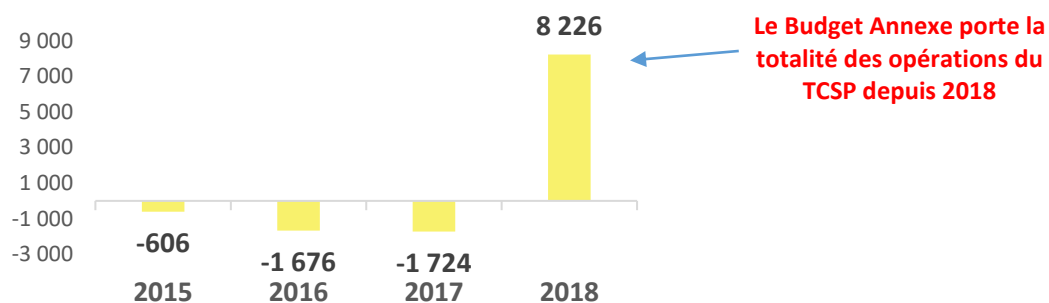
III.2.1.1.2- Section d'Investissement

a- Synthèse (en €)

| DEPENSES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------|---------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 267 139 | | | |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | | | | |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 1 605 776 | 1 676 456 | 1 724 078 | 3 443 726 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 77 140 | 158 951 | 68 392 | 286 999 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 3 044 052 | 1 974 012 | 665 991 | 2 120 215 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | | 10 627 066 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| TOTAL | | 4 994 107 | 3 809 419 | 2 458 461 | 16 478 005 |

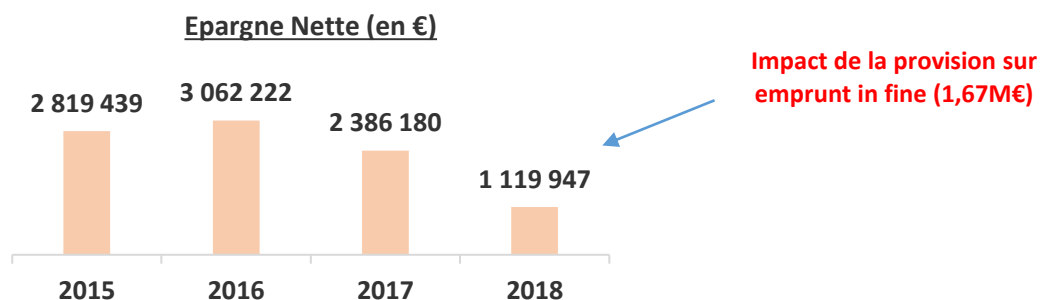
| RECETTES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------|---------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | | 67 566 | 887 702 | 1 251 145 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 3 056 160 | 3 740 521 | 2 821 903 | 2 565 371 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | | | |
| 10 | DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES | 1 005 513 | 743 914 | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | | 145 120 | | 1 910 215 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 1 000 000 | | | 10 000 000 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| TOTAL | | 5 061 673 | 4 697 121 | 3 709 606 | 15 726 731 |

b- Evolution du besoin de financement (en K€)



La montée en puissance des travaux du TCSP induit un recours à l'emprunt.

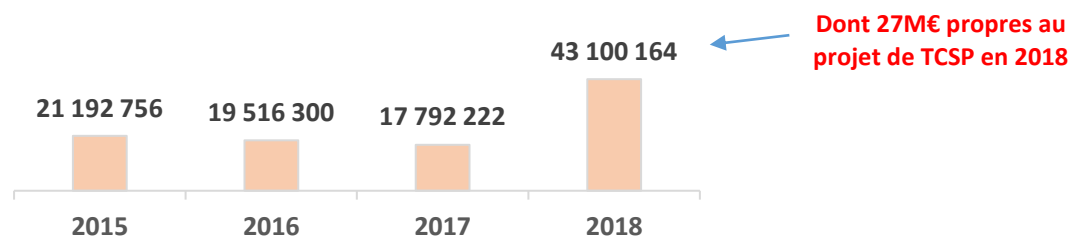
c- Epargne Nette



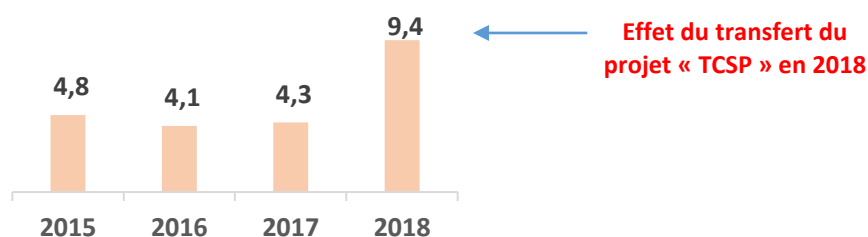
L'Epargne Nette du Budget Annexe doit être maintenue à un niveau substantiel pour participer à l'autofinancement des investissements du TCSP.

d- Caractéristiques de la dette

- Capitaux restant dus (en €)



- Capacité de désendettement (en nombre d'années d'Epargne Brute)



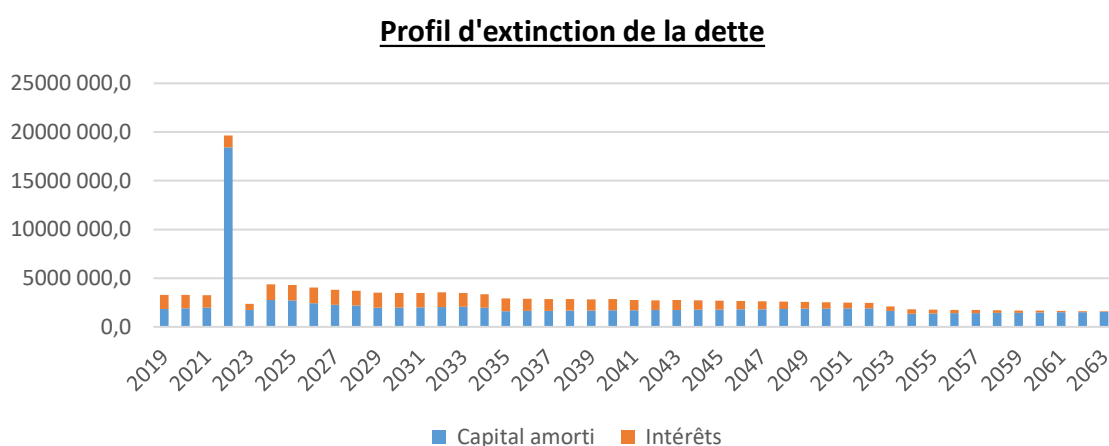
- Autres caractéristiques

Les 13 prêts du Budget Annexe sont classés « 1-A » dans la Charte de Bonne Conduite.

Sur les 43M€, 27M€ sont à taux variable administré (index Livret A), dont 10M€ ayant été mobilisés à partir de dispositifs de financement long terme spécifiques au TCSP. Les 16M€ restants sont à taux fixes.

Le taux moyen est de 3,83% et la durée de vie résiduelle est de 11 ans et 3 mois.

Enfin, le profil d'extinction de la dette est le suivant :



Il peut aisément être repéré, dans le graphique, le remboursement *in fine* de la part d'emprunt obligataire souscrit par la CASA en 2012 pour contribuer au financement du TCSP, pour un montant de 16 700 000 Euros.

De la même façon, l'horizon d'extinction illustre la mise en œuvre des financements « très long terme » contractualisés auprès de la Caisse des Dépôts et de la Banque Européenne d'Investissement.

III.2.1.2- Éléments prospectifs

III.2.1.2.1- Section de Fonctionnement

a- Section de Fonctionnement (en €)

| DEPENSE | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 26 153 104 | 28 000 000 | 28 280 000 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 3 662 734 | 3 832 400 | 3 870 724 |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | | 0 | 0 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0 | 2 600 000 | 3 400 000 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 2 565 371 | 2 600 000 | 2 650 000 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 142 537 | 142 000 | 142 000 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 1 550 350 | 1 501 455 | 1 521 455 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 0 | 4 000 | 4 000 |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | 1 341 279 | 382 000 | 382 000 |
| TOTAL | | 35 415 375 | 39 061 855 | 40 250 179 |

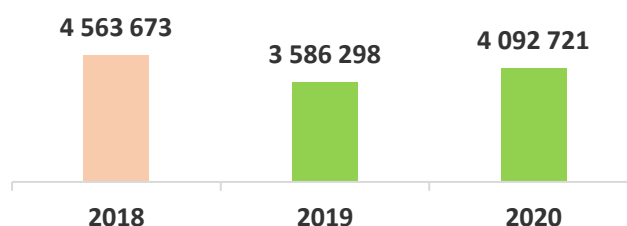
| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|----------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 2 887 817 | 3 544 840 | 3 600 000 |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 9 114 | 3 900 | 3 900 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 0 | 0 | 0 |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 4 092 699 | 4 100 000 | 4 182 000 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 28 800 000 | 30 500 000 | 31 500 000 |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 1 813 150 | 1 777 853 | 1 725 000 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 390 802 | 350 000 | 200 000 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 966 632 | 334 400 | 300 000 |
| TOTAL | | 38 960 214 | 40 610 993 | 41 510 900 |

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes (en €) :

| 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|------------|------------|------------|
| 31 499 611 | 33 475 955 | 33 814 279 |

La progression des dépenses anticipée découle principalement de l'entrée en vigueur du nouveau marché de transport « T19 ».

b- Epargne Brute (en €)



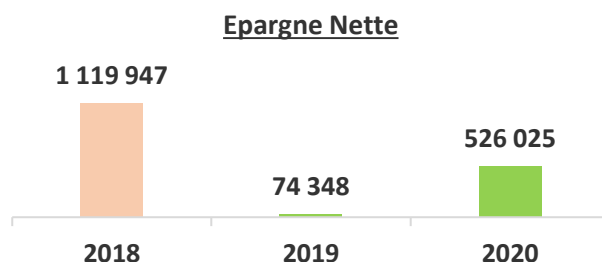
Le maintien d'une CAF brute substantiel est un objectif majeur pour les années 2019 et 2020, malgré l'entrée en vigueur du « T19 ».

III.2.1.2.2- Section d'Investissement (en €)

| DEPENSES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|----------|---------------------------------------------|------------|------------|------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | | 751 274 | 500 000 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 0 | 0 | 0 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | 0 | 0 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 3 443 726 | 3 511 950 | 3 566 697 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 286 999 | 365 000 | 365 000 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 2 120 215 | 12 000 000 | 12 000 000 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 10 627 066 | 12 557 000 | 13 000 000 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | | 16 478 005 | 29 185 224 | 29 431 697 |

| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|----------|---------------------------------------------|------------|------------|------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 1 251 145 | 0 | 0 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0 | 2 600 000 | 3 400 000 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 2 565 371 | 2 600 000 | 2 650 000 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | 0 | |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | 0 | 0 |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 1 910 215 | 2 000 000 | 2 000 000 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 10 000 000 | 22 000 000 | 21 500 000 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | |
| TOTAL | | 15 726 731 | 29 200 000 | 29 550 000 |

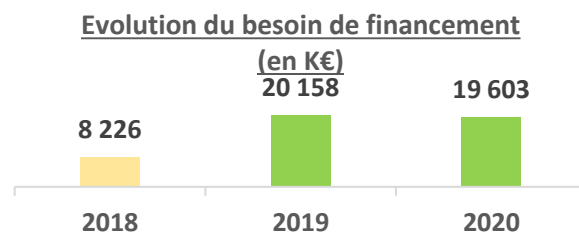
a- Epargne Nette (en €)



Il s'agit de niveaux minimaux que pourrait atteindre l'Epargne Nette, avec un « point bas » attendu en 2019. L'enjeu des années 2019 et 2020 consistera à améliorer sensiblement cette dernière, de sorte à permettre un autofinancement substantiel des investissements notamment relatifs au TCSP.

b- Engagements pluriannuels

- Dette



La réalisation du projet « phare » de la CASA, à savoir le TCSP, induit un recours à des financements spécifiques à long terme dédiés.

Le recours aux emprunts dédiés au TCSP aura un impact à la hausse sur la capacité de désendettement, qui devrait être supérieure à 12 années pour le Budget Annexe, mais qui ne représente en réalité aucune difficulté dans la mesure où le financement par le Versement de Transport, particulièrement dynamique sur le périmètre de la CASA, permet aisément de faire face à ses échéances tout en assurant le financement de l'exploitation du réseau.

- Plan Pluriannuel d'Investissement

| Libellé | Durée | Total | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---------------------------|-------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| TCSP | 4 | 70 000 000 | 20 000 000 | 22 000 000 | 15 000 000 | 13 000 000 |
| Réseau | 4 | 23 500 000 | 8 000 000 | 500 000 | 6 500 000 | 8 500 000 |
| Total des dépenses | | 93 500 000 | 28 000 000 | 22 500 000 | 21 500 000 | 21 500 000 |

III.2.2- Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes »

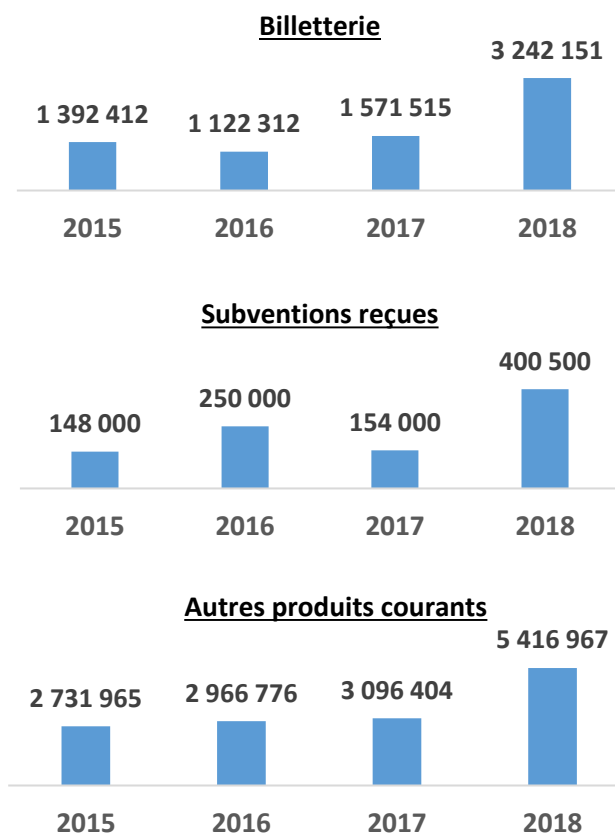
Au cours de l'année 2018, *Anthéa* a fêté son cinquième anniversaire.

Le succès rencontré auprès du public est constant, et place le théâtre en tête des lieux culturels de la région Sud-PACA.

III.2.2.1- Analyse rétrospective

III.2.2.1.1- Section de Fonctionnement

a- Recettes (en €)



Ce poste comprend de 1,8 à 1,9M€ de participation du Budget Principal à l'équilibre du Budget Annexe, mais l'année 2018 a revêtu un caractère exceptionnel dans la mesure où il a vu des régularisations être réalisées sur des saisons artistiques passées. De ce fait, le Budget Principal a apporté une participation majorée non récurrente au titre de cet exercice.

Le solde correspond aux recettes de brasserie, mécénat, partenariats et locations de salles qui sont en forte expansion.

b- Dépenses

Les dépenses sont principalement d'ordre artistique, technique, de communication et relatives à la brasserie.

Elles concernent également les frais du bâtiment, ainsi que la rémunération versée à la SPL « Théâtre Communautaire d'Antibes ».

Il convient de noter que l'année 2018 est exceptionnelle, tant du point de vue des recettes que des dépenses, dans la mesure où elle a permis de réaliser des régularisations portant sur l'ensemble des saisons depuis l'ouverture du théâtre, et notamment sur la saison artistique « 2016/2017 ».

Dès l'année 2019, le Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » retrouvera une configuration classique.

c- Synthèse de la Section de Fonctionnement (en €)

| DEPENSES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 3 994 124 | 4 588 840 | 4 202 216 | 9 940 756 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 0 | 0 | | 21 013 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | 0 | 0 | 0 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 55 409 | 56 002 | 53 241 | 57 755 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 414 703 | 0 | 6 866 | 83 379 |
| TOTAL | | 4 464 236 | 4 644 842 | 4 262 322 | 10 102 903 |

| RECETTES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|----------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 562 595 | 496 187 | 278 575 | 952 818 |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 1 392 412 | 1 122 312 | 1 571 515 | 3 242 151 |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 148 000 | 250 000 | 154 000 | 400 500 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 2 731 965 | 2 966 776 | 3 096 404 | 5 416 967 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 125 451 | 88 143 | 5 582 | 200 306 |
| TOTAL | | 4 960 423 | 4 923 417 | 5 106 076 | 10 212 742 |

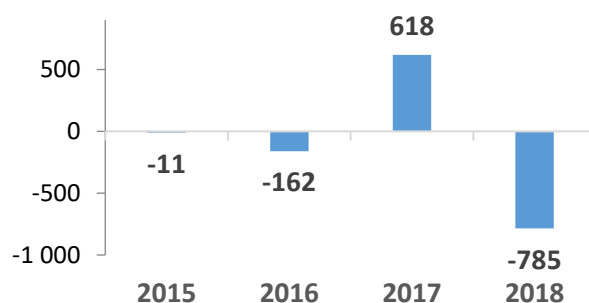
Pour les raisons exceptionnelles évoquées ci-avant, le résultat de fonctionnement de l'exercice a représenté un déficit de 842 979,34 Euros.

Par ailleurs, les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont été les suivantes :

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-----------|-----------|-----------|------------|
| 4 408 827 | 4 588 840 | 4 209 082 | 10 045 148 |

L'année 2018 a permis de procéder à des régularisations sur les saisons artistiques passées, et notamment la saison « 2016/2017 », qui faisait encore l'objet de contrôles lors de la clôture de l'exercice 2017. La situation est dorénavant totalement régularisée.

d- Epargne Brute / Nette (en K€)



Le Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » ne portant aucun endettement, l'Epargne Brute correspond à l'Epargne Nette.

En moyenne sur les 4 années observées, un équilibre est recherché par un abondement du Budget Général pour un montant strictement nécessaire aux besoins de financement.

III.2.2.1.2- Section d'Investissement (en €)

a- Synthèse

| DEPENSES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|-----------------------------------|--------------|----------------|---------------|----------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 0 | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 0 | 0 | 0 | 15 000 |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | | 0 | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 711 | 126 874 | 23 197 | 236 294 |
| TOTAL | | 1 711 | 126 874 | 23 197 | 251 294 |

| RECETTES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|---------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 71 136 | 124 834 | 53 962 | 84 006 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | 0 | 0 | 0 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 55 409 | 56 002 | 53 241 | 57 755 |
| 10 | DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES | 0 | | | |
| TOTAL | | 126 545 | 180 836 | 107 203 | 141 761 |

L'année 2018 a permis de réaliser des investissements scéniques et techniques (informatique et télécommunications), l'activité artistique nécessitant un effort particulier d'adaptation aux technologies les plus récentes.

b- Besoin de financement

Le Budget Annexe ne comportant aucune dette, cet indicateur n'est pas applicable dans son cas.

c- Epargne Nette

Le Budget Annexe ne comportant aucune dette, l'Epargne Nette équivaut à l'Epargne Brute.

d- Caractéristiques de la dette

Pour la raison précédemment évoquée, les indicateurs relatifs à la capacité de désendettement et à l'analyse des capitaux restant dus n'est pas applicable.

III.2.2.2- Eléments prospectifs

III.2.2.2.1- Section de Fonctionnement

a- Evolution anticipée en 2019 et 2020 (en €)

| DEPENSES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|------------------------------------------------|-------------------|------------------|------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 9 940 756 | 4 500 000 | 4 500 000 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 21 013 | 22 000 | 23 000 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | 400 000 | 50 000 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 57 755 | 58 000 | 80 000 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 83 379 | 85 000 | 85 000 |
| TOTAL | | 10 102 903 | 5 065 000 | 4 738 000 |

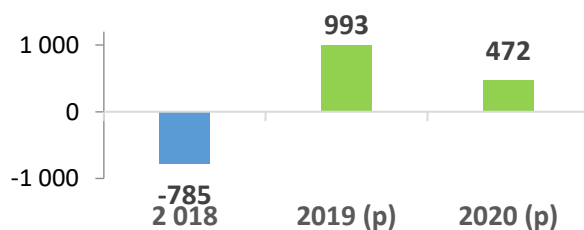
| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|----------------------------------------------------|-------------------|------------------|------------------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 952 818 | 306 | |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 3 242 151 | 1 700 000 | 1 800 000 |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 400 500 | 400 000 | 400 000 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 5 416 967 | 2 950 000 | 2 530 000 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 200 306 | 50 000 | 50 000 |
| TOTAL | | 10 212 742 | 5 100 306 | 4 780 000 |

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes en 2019 et 2020 :

| 2 018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|------------|-----------|-----------|
| 10 045 148 | 4 707 000 | 4 808 000 |

Suite aux régularisation non récurrentes réalisées en 2018, l'année 2019 retrouvera une trajectoire de dépenses similaire à la période « 2014-2017 ».

b- Epargne Brute/Nette (en K€)



Le Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » n'ayant pas vocation à porter un endettement à court terme, l'Epargne Brute équivaut à l'Epargne Nette.

Par ailleurs, l'année 2018 étant exceptionnelle du point de vue des régularisations qu'elle a permis de réaliser, l'Epargne Brute / Nette retrouvera un niveau cohérent avec le modèle économique du Budget dès 2019.

III.2.2.2- Section d'Investissement (en €)

a- Evolution anticipée en 2019 et 2020

| DEPENSES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|-----------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 15 000 | 8 350 | 2 500 |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 236 294 | 305 000 | 100 000 |
| TOTAL | | 251 294 | 313 350 | 102 500 |

| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|---------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 84 006 | -109 532 | 0 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0 | 400 000 | 50 000 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 57 755 | 58 000 | 80 000 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | |
| TOTAL | | 141 761 | 348 468 | 130 000 |

b- Engagements pluriannuels

- Dette

Il n'est pas envisagé de faire porter de financement bancaire au Budget Annexe. De ce fait, les indicateurs relatifs à la dette (trajectoire du besoin de financement et capacité de désendettement) sont inopérants dans ce cas.

- Plan Pluriannuel d'Investissement (en €)

| Libellé | Durée | Total | 2019 |
|------------------------------------------------------|-------|----------------|----------------|
| Etudes sur l'espace de stockage | | 8 350 | 8 350 |
| Equipements scéniques, techniques, et administratifs | 1 | 100 000 | 100 000 |
| Installations et agencements (parking) | 1 | 205 000 | 205 000 |
| Total des dépenses | | 313 350 | 313 350 |

III.2.3- Budget Annexe des Pépinières

L'année 2018 s'est inscrite dans la continuité du développement récent des pépinières de la CASA. En effet, le *Business Pole* comprend 2 bâtiments, dont 1 détenu en propre, tandis que *Starteo* poursuit son activité historique.

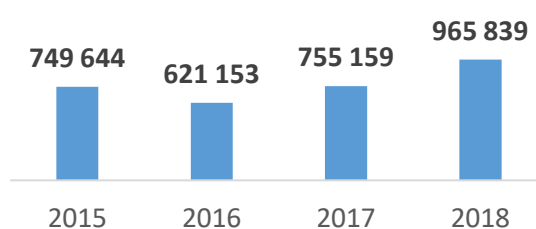
Ainsi, le périmètre d'activité retracé dans le Budget Annexe sera constant de 2018 à 2019.

III.2.3.1- Analyse rétrospective

III.2.3.1.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Recettes

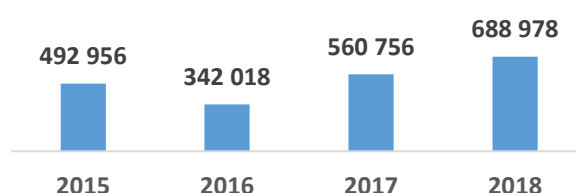
Produits de gestion courante



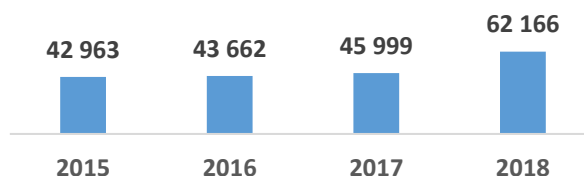
Le remplissage des deux structures d'hébergement d'entreprises assure un niveau substantiel de recettes. Toutefois, le modèle économique du Budget Annexe requiert une participation d'équilibre du Budget Général.

b- Dépenses

Chapitre 011



Chapitre 012



L'année 2018 voit une participation du Budget Annexe aux charges de structure mutualisées légèrement plus importante que les années précédentes, en raison de l'augmentation de l'activité.

c- Synthèse de la Section de Fonctionnement (en €)

| DEPENSES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 492 956 | 342 018 | 560 756 | 688 978 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 42 963 | 43 662 | 45 999 | 62 166 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 225 007 | 222 162 | 207 146 | 127 623 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | | 0 | 9 902 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | | | 28 776 | 49 564 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 0 | 225 | 0 | 1 636 |
| TOTAL | | 760 925 | 608 067 | 842 677 | 939 869 |

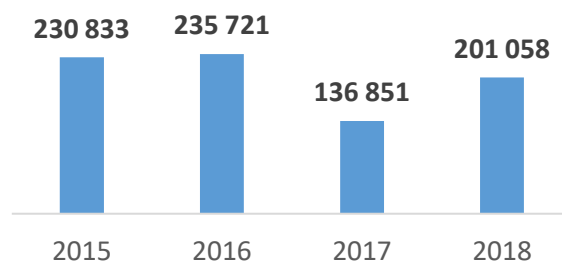
| RECETTES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|----------------------------------------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 276 209 | 282 036 | 295 595 | 24 084 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | | | 0 | 0 |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 0 | 0 | | |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 0 | 0 | 15 000 | 15 000 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 749 644 | 621 153 | 755 159 | 965 839 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 17 108 | 473 | 2 224 | 32 465 |
| TOTAL | | 1 042 961 | 903 662 | 1 067 977 | 1 037 387 |

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2018 a représenté un excédent de 73 435,06 Euros.

Par ailleurs, les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont été les suivantes :

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---------|---------|---------|---------|
| 535 918 | 385 905 | 635 532 | 812 246 |

d- Epargne Brute (en €)



L'Epargne Brute est maintenue à un niveau constant et suffisant pour faire face au remboursement du capital d'un seul emprunt et à des investissements réalisés de façon sélective.

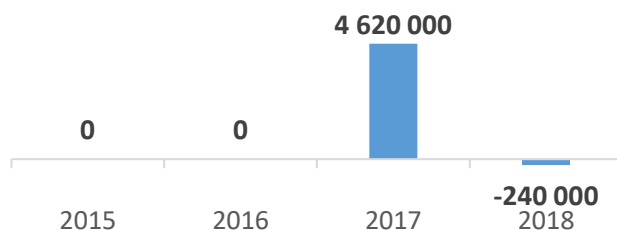
III.2.3.1.2- Section d'Investissement (en €)

a- Synthèse

| DEPENSES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|---------------------------------------------|---------------|---------------|------------------|----------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 0 | | | 12 524 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | | | 0 | 0 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 7 165 | 17 631 | 5 088 981 | 250 878 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 22 842 | 0 | 0 | 0 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 33 543 | 21 830 | 314 536 | 26 212 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 4 414 | 0 | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 0 | 5 206 | 39 993 | 712 |
| TOTAL | | 67 964 | 44 667 | 5 443 510 | 290 326 |

| RECETTES | | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|---------------------------------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 51 324 | 223 315 | 411 198 | 0 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 225 007 | 222 162 | 207 146 | 127 623 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | | 201 216 |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 0 | | 3 000 | 0 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 14 949 | 10 389 | 4 809 642 | 14 767 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | 5 206 |
| TOTAL | | 291 279 | 455 866 | 5 430 986 | 348 812 |

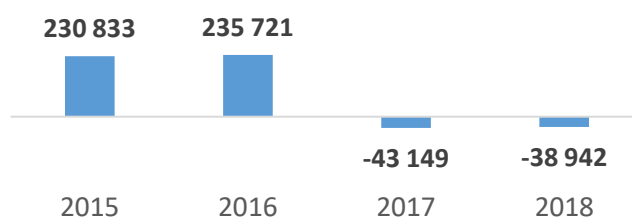
b- Besoin de financement



Au cours de l'année 2017, le post-financement de l'acquisition du *Business Pole I* a été réalisée, par voie de recours à un emprunt d'un montant de 4 800 000 Euros, dont l'amortissement a débuté lors de l'année même. En effet, le Budget Général avait initialement effectué une avance auprès du Budget Annexe, qui a été restituée à l'occasion de l'encaissement du prêt.

Ainsi, le Budget Annexe assume le mode de financement du principal outil par lequel la CASA exerce sa compétence « Développement Economique ».

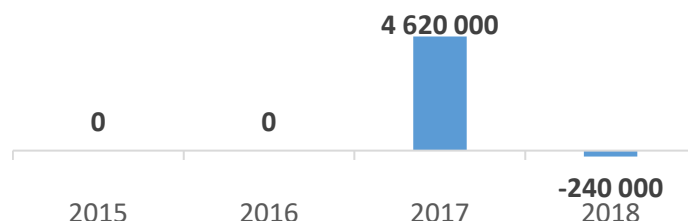
c- Epargne Nette



L'entrée en vigueur du remboursement de capital de l'emprunt levé pour l'acquisition du « *Business Pole I* » induit, de façon momentanée, une CAF nette très légèrement négative.

d- Caractéristiques de la dette

- Besoin de financement



Le besoin de financement n'est apparu positif que lors de l'année du post-financement du *Business Pole I*. Depuis cette date, le capital de la dette est amorti sans qu'il soit besoin de recourir de nouveau à l'emprunt.

La capacité de désendettement est peu significative dans le cas du Budget Annexe des Pépinières dans la mesure où l'Epargne Brute est en partie constituée de la participation du Budget Principal à son équilibre financier.

Le pilotage de ce Budget Annexe permet de gérer l'extinction de la dette sans qu'elle ne représente la moindre difficulté.

- Caractéristiques de la dette

Le Budget Annexe des Pépinières ne compte qu'un seul emprunt, d'un montant initial de 4 800 000 Euros et d'une durée de 20 ans, soit une durée restant à amortir de 18 ans.

Ce financement est classé « 1-A » dans la Charte de Bonne Conduite, et délivre des intérêts selon le taux fixe de 1,1%. Le remboursement du capital est constant, ce qui induit des charges d'intérêts dégressives.

III.2.3.2- Eléments prospectifs

III.2.3.2.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Evolution anticipée en 2019 et 2020

| DEPENSES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|----------|------------------------------------------------|---------|-----------|-----------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 688 978 | 688 000 | 689 000 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 62 166 | 63 000 | 63 500 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0 | 145 000 | 115 000 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 127 623 | 132 000 | 132 000 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 9 902 | 8 000 | 8 000 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 49 564 | 47 190 | 44 550 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 1 636 | 750 | 750 |
| TOTAL | | 939 869 | 1 083 940 | 1 052 800 |

| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|----------|----------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 24 084 | 97 519 | |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 0 | | |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | | | |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 15 000 | 15 000 | 15 000 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 965 839 | 1 025 000 | 1 025 000 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 32 465 | 10 000 | 10 000 |
| TOTAL | | 1 037 387 | 1 147 519 | 1 050 000 |

L'activité des Pépinières étant stabilisée, il est attendu une certaine constance du niveau de coûts de leur exploitation, tandis que le succès rencontré par l'occupation des locaux devrait permettre une légère augmentation des revenus.

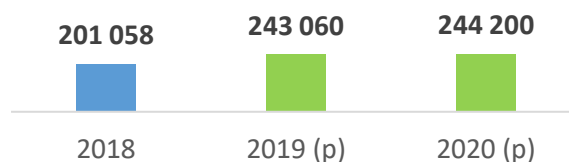
b- Dépenses Réelles de Fonctionnement

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes :

| 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|---------|----------|----------|
| 828 928 | 806 940 | 805 800 |

Ces dernières sont anticipées à un niveau relativement stable en 2019 et 2020 à comparer à l'année 2018.

c- Epargne Brute



Par conséquent, la CAF Brute est prévue à un niveau constant, permettant de faire face à l'amortissement du capital de l'emprunt en cours.

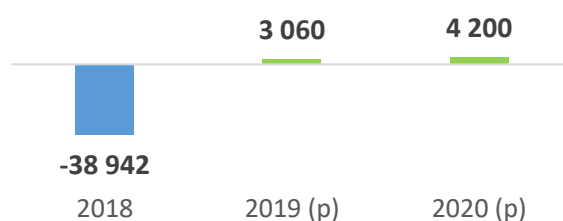
III.2.3.2.2- Section d'Investissement

a- Evolution anticipée en 2019 et 2020 (en €)

| DEPENSES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|----------|---------------------------------------------|---------|----------|----------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 12 524 | | |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 0 | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 250 878 | 255 000 | 255 000 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 0 | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 26 212 | 160 000 | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | 0 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 712 | | |
| TOTAL | | 290 326 | 415 000 | 255 000 |

| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|----------|---------------------------------------------|---------|----------|----------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 0 | 1 633 | |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0 | 145 000 | 115 000 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 127 623 | 128 000 | 132 000 |
| 10 | DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES | 201 216 | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 0 | 128 000 | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 14 767 | 15 000 | 15 000 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 5 206 | | |
| TOTAL | | 348 812 | 417 633 | 262 000 |

b- Epargne Nette anticipée (en €)



L'année 2019 devrait permettre de restaurer la CAF Nette, qui devrait ainsi redevenir positive.

c- Engagements pluriannuels

- Dette

L'emprunt en cours étant à remboursement de capital constant, les dépenses à ce niveau seront de 240 000 Euros en 2019 et 2020.

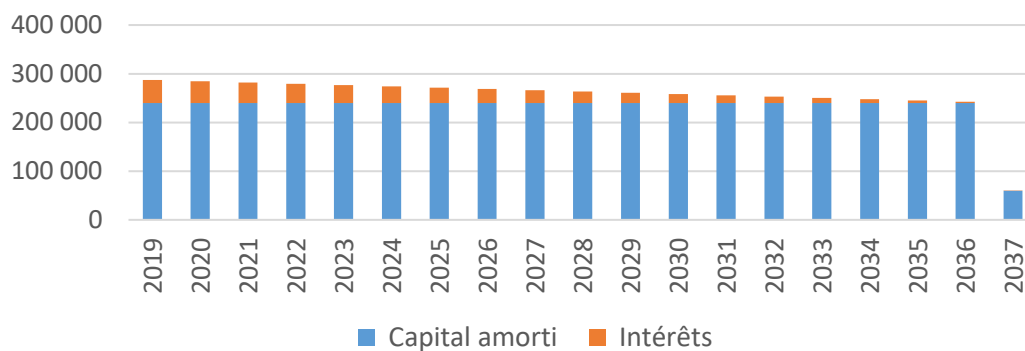
Le capital restant dû sera donc aux niveaux suivants :

- Au 31 décembre 2019 : 4 140 000 Euros
- Au 31 décembre 2020 : 3 900 000 Euros
- Au 31 décembre 2021 : 3 660 000 Euros

Par ailleurs, le taux fixe en vigueur permet une totale prévisibilité des charges financières sur ces exercices.

Ainsi, le profil d'extinction de la dette est le suivant :

Profil d'extinction de la dette



- Plan Pluriannuel d'Investissements

| Libellé | Durée | Total | 2019 | 2020 |
|---------------------------------|-------|----------------|----------------|----------|
| Centrale solaire photovoltaïque | 1 | 160 000 | 160 000 | |
| Total des dépenses | | 160 000 | 160 000 | 0 |

Le bâtiment du *Business Pole I* et l'activité tertiaire qu'il héberge se prêtent à la construction d'une centrale solaire photovoltaïque, en vue d'une autoconsommation sur site.

Ce projet, qui répond également à la volonté de la CASA de mener des actions fortes en matière de développement durable, sera éligible à des subventions représentant la majeure partie de la somme à investir.

III.2.4- Budget Annexe « Office de Tourisme Intercommunal »

Le Budget Annexe a été créé en 2017, en parallèle de la prise de compétence « Promotion du Tourisme » par la CASA.

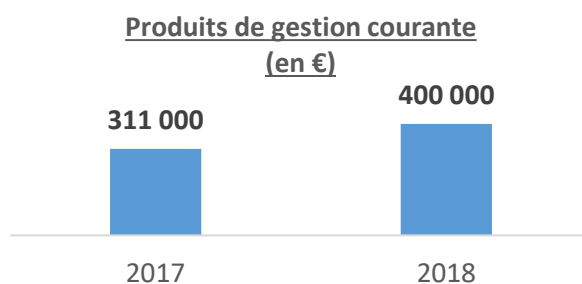
Lors de la première année d'exercice, la CASA a confié aux Communes remettantes la gestion des anciens Offices de Tourisme communaux, devenus des Bureaux d'Information Touristique.

L'année 2018 correspond ainsi à la première année de gestion directe, par la CASA, de la compétence, et l'exercice 2019 verra la montée en puissance de cette compétence, avec une allocation nouvelle de moyens financiers.

III.2.4.1- Analyse rétrospective

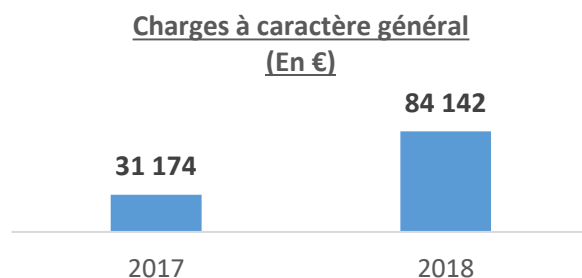
III.2.4.1.1- Section de Fonctionnement

a- Recettes

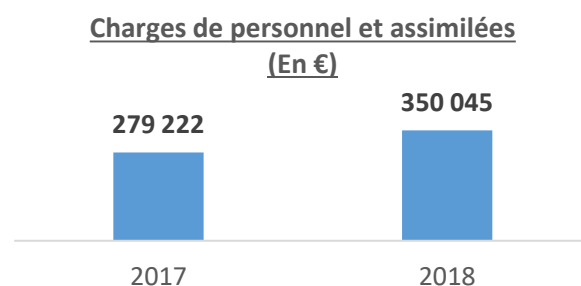


Hormis de modestes recettes de vente d'ouvrages et cartes dans le cadre de la promotion des sites remarquables situés sur le périmètre de la CASA, le Budget Annexe ne génère aucune recette propre, si bien que son équilibre est assuré par une contribution du Budget Principal.

b- Dépenses



Suite à la gestion des Bureaux d'Information Touristique réalisée en 2017 par les Communes pour le compte de la CASA, cette dernière a donné une première impulsion à la compétence, ce qui s'est traduit par une augmentation des charges relevant du Chapitre « 011 ».



De la même façon, l'exercice de la compétence « Promotion du Tourisme » en régie directe par la CASA en 2018 a nécessité le recrutement de personnel, ce qui a induit une hausse des charges liées.

c- Synthèse de la Section de Fonctionnement (en €)

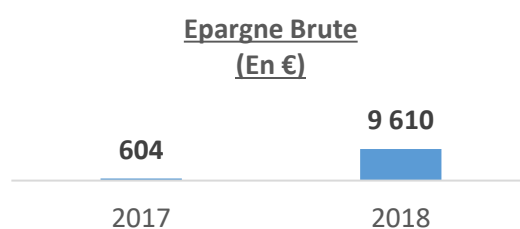
| DEPENSES | | 2017 | 2018 |
|--------------|-----------------------------------------|----------------|----------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 31 174 | 84 142 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 279 222 | 350 045 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | 0 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | | |
| TOTAL | | 310 396 | 434 188 |

| RECETTE | | 2017 | 2018 |
|--------------|----------------------------------------------------|----------------|----------------|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | | 10 000 |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | | 2 272 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 311 000 | 400 000 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 31 525 |
| TOTAL | | 311 000 | 443 797 |

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement ont été les suivantes :

| 2017 | 2018 |
|---------|---------|
| 310 396 | 424 188 |

d- Epargne Brute



La contribution du Budget Principal a simplement permis de faire face à l'échéance de capital d'un emprunt sans intérêts transféré à la CASA par l'une de ses Communes membres remettantes de la compétence.

Compte tenu du modèle économique du Budget Annexe « Office de Tourisme Intercommunal », la notion d'Epargne Brute n'est pas significative.

III.2.4.1.2- Section d'Investissement (en €)

a- Synthèse

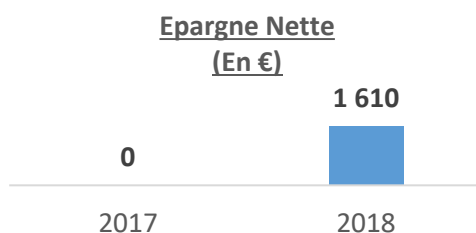
| DEPENSES | | 2017 | 2018 |
|--------------|-----------------------------------|----------|--------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 0 | 8 000 |
| TOTAL | | 0 | 8 000 |

L'amortissement du capital de cet emprunt transféré correspond à l'unique dépense d'investissement réalisée lors des 2 premières années d'exercice de la compétence par la CASA.

| RECETTES | | 2017 | 2018 |
|--------------|------------------------------------------------|----------|----------|
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 120 000 | |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | | |
| TOTAL | | 0 | 0 |

Outre cet emprunt transféré lors de la prise de compétence par la CASA, l'activité n'a pas nécessité la réalisation de recettes d'investissements supplémentaires.

b- Epargne Nette



Comme pour l'Epargne Brute, la CAF Nette est maintenue à un niveau positif après remboursement de la part de capital de l'emprunt transféré.

c- Caractéristiques de la dette

Lors de la prise de compétence « Promotion du Tourisme », la CASA s'est vue transférer un emprunt d'un montant de 120 000 Euros.

Issu d'un cadre privilégié des financements de la Caisse des Dépôts, ce prêt est à taux zéro et n'induit par conséquent aucune charge financière.

III.2.4.2- Eléments prospectifs

III.2.4.2.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Evolution anticipée en 2019 et 2020

| DEPENSES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 84 142 | 155 000 | 155 000 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 350 045 | 442 000 | 444 000 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0 | 75 000 | 100 000 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 0 | 0 | 25 533 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 0 | 1 000 | 1 000 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 0 | 6 800 | |
| TOTAL | | 434 188 | 679 800 | 725 533 |

L'année 2019 devrait voir une plus grande allocation de moyens en termes de dépenses de fonctionnement.

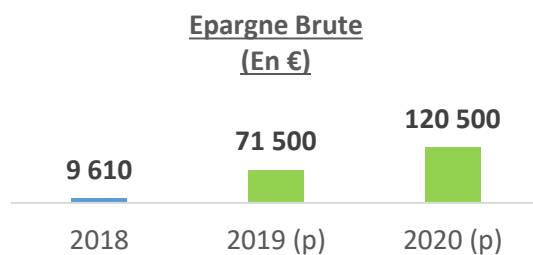
| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|----------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 604 | 2 214 | 0 |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| 70 | PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 2 272 | 4 500 | 5 500 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 400 000 | 650 000 | 700 000 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 31 525 | 5 000 | 5 000 |
| TOTAL | | 444 402 | 671 714 | 720 500 |

Le Budget Annexe n'ayant pas particulièrement vocation à générer des recettes propres ou attirer des subventions de fonctionnement, l'équilibre financier sera réalisé par ajustement de la contribution du Budget Principal.

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes :

| 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|---------|----------|----------|
| 424 188 | 588 000 | 590 000 |

b- Epargne Brute



Un niveau d'Epargne Brute plus substantiel sera recherché, de sorte à faire face au remboursement du capital des emprunts dédiés à la compétence « Promotion du Tourisme ».

III.2.4.2.2- Section d'Investissement (en €)

a- Evolution anticipée en 2019 et 2020

| DEPENSES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|-----------------------------------|--------------|----------------|----------------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | | -8 000 | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 370 500 | 350 000 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 12 500 | 10 000 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 8 000 | 16 000 | 28 000 |
| TOTAL | | 8 000 | 391 000 | 388 000 |

L'année 2019 verra la poursuite de la montée en puissance de l'exercice de la compétence « Promotion du Tourisme » par la CASA.

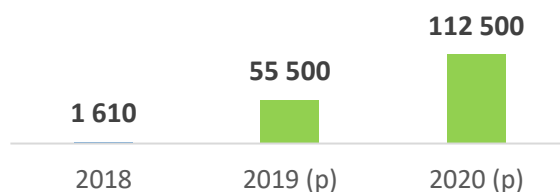
Cela se traduira notamment par le versement d'une subvention d'équipement d'un montant proche de 350 000 Euros au *Syndicat Mixte Gréolières Audibergue*, dont la CASA est adhérente depuis 2018.

Par ailleurs, un effort particulier sera consacré à la création d'un outil numérique de communication de l'Office de Tourisme Intercommunal (site Internet).

| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|------------------------------------------------|----------|----------------|----------------|
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | | 340 000 | 250 000 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0 | 75 000 | 100 000 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | | 0 | 25 533 |
| TOTAL | | 0 | 415 000 | 375 533 |

La réalisation de ces investissements devrait occasionner un léger recours à l'emprunt.

b- Epargne Nette anticipée (en €)



Un niveau plus important de CAF Nette est prévu, dans le but de contribuer à financer les investissements croissants qui seront réalisés par la CASA dans le cadre de la compétence « Promotion du Tourisme ».

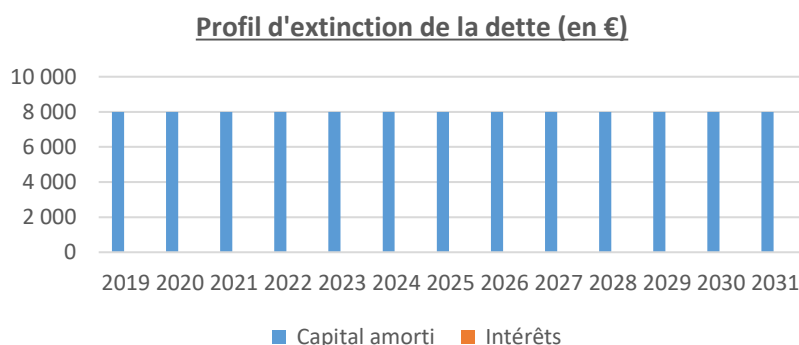
c- Engagements pluriannuels

- Dette

L'emprunt en cours, à taux zéro, offre une prévisibilité totale de ses échéances.

Il est par ailleurs envisagé de recourir à des compléments de financements bancaires appartenant nécessairement à la catégorie « 1-A » de la Charte de Bonne Conduite et ayant, préférentiellement un taux d'intérêt fixe.

Le profil d'extinction de cet emprunt est le suivant :



- Plan Pluriannuel d'Investissements (en €)

| Libellé | Durée | Total | 2019 | 2020 |
|---------------------------|-------|----------------|----------------|----------|
| Participation au SMGA | 1 | 354 000 | 354 000 | |
| Site Internet | 1 | 50 000 | 50 000 | |
| Acquisitions diverses | 2 | 15 000 | 15 000 | 10 000 |
| Total des dépenses | | 419 000 | 404 000 | 0 |

III.2.5- Budget Annexe « GeMAPI »

Conformément aux dispositions de la Loi du 07 août 2015 dite « NOTRe », la CASA est devenue compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations « GeMAPI »).

Parallèlement, l'EPCI a opté pour un transfert facultatif de la compétence « Eaux Pluviales ».

L'année 2018 correspond ainsi à la première de l'exercice de ces deux compétences, et marque un point de départ à la suite duquel des moyens importants seront alloués, tant du point de vue du fonctionnement que de celui des investissements à réaliser.

En effet, consciente des enjeux que représentent la « GeMAPI » et la gestion des eaux pluviales, la CASA a planifié une montée en puissance de l'exercice de ces compétences dès l'exercice 2019, qui s'amplifiera en 2020.

III.2.5.1- Analyse rétrospective

III.2.5.1.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Synthèse

| DEPENSES | | 2018 |
|----------|------------------------------------------------|-----------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 383 414 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 1 183 735 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 447 644 |
| 66 | CHARGES D'INTERETS | 0 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 0 |
| TOTAL | | 2 014 793 |

| RECETTES | | 2018 |
|----------|------------------------------------------|-----------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 43 794 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 2 000 000 |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 0 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 0 |
| TOTAL | | 2 043 794 |

Les compétences « GeMAPI » et « Eaux Pluviales » n'ont pas vocation à générer des recettes propres de fonctionnement.

De ce fait, l'équilibre financier du Budget Annexe se fait par une contribution du Budget Principal.

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement se sont élevées, en 2018, à la somme de 1 970 799 Euros.

b- Epargne Brute

A l'issue de l'exercice 2018, l'Epargne Brute du Budget Annexe s'est élevée à la somme de 29 001 Euros.

III.2.5.1.2- Section d'Investissement

a- Synthèse

| DEPENSES | | 2018 |
|----------|----------------------------------|-----------|
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 0 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 66 948 |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | 1 035 307 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 173 546 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 1 216 567 |
| TOTAL | | 2 492 368 |

| RECETTES | | 2018 |
|----------|------------------------------------------------|--------|
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 70 073 |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 0 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 0 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 0 |
| TOTAL | | 70 073 |

b- Besoin de financement

Etant donné qu'il n'a pas été souscrit d'emprunt dans le cadre du Budget Annexe « GeMAPI », l'indicateur réglementaire relatif à la trajectoire de réduction du besoin de financement n'est pas opérant dans son cas.

c- Epargne Nette

Le Budget Annexe ne présentant pas de dette, et donc de remboursement de capital, l'Epargne Nette de l'exercice 2018 équivaut à l'Epargne Brute, soit 29 001 Euros.

d- Caractéristiques de la dette

Pour la raison évoquée précédemment, les indicateurs classiques relatifs à la dette ne sont pas applicables dans le cas du Budget Annexe « GeMAPI ».

III.2.5.2- Eléments prospectifs

III.2.5.2.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Evolution anticipée en 2019 et 2020

| DEPENSES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 383 414 | 500 000 | 550 000 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 1 183 735 | 1 218 441 | 1 340 285 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 447 644 | 448 000 | 448 000 |
| 66 | CHARGES D'INTERETS | 0 | 75 850 | 168 350 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0 | 200 000 | 0 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 0 | 85 053 | 382 207 |
| TOTAL | | 2 014 793 | 2 527 344 | 2 888 842 |

| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 3 471 | | |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 43 794 | 43 794 | 43 794 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 2 000 000 | 2 500 000 | 2 850 000 |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 0 | 0 | 0 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | | 2 047 265 | 2 543 794 | 2 893 794 |

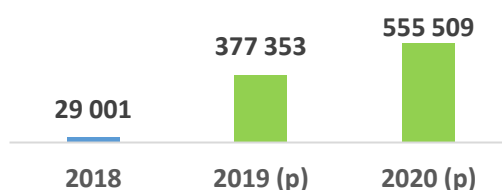
Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être, en 2019 et 2020, les suivantes :

| 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|-----------|-----------|-----------|
| 1 970 999 | 2 122 647 | 2 294 491 |

En conséquence de la montée en puissance du plan d'actions prévue pour l'exercice des compétences « GeMAPI » et « Eaux Pluviales », les Dépenses Réelles de Fonctionnement sont attendues en hausse sensible en 2019 et 2020.

Il est à noter que le Budget Principal participera à l'équilibre du Budget Annexe à due concurrence par voie de réduction du montant de la Dotation de Solidarité Communautaire.

b- Epargne Brute



III.2.5.2.2- Section d'Investissement

a- Evolution anticipée en 2019 et 2020

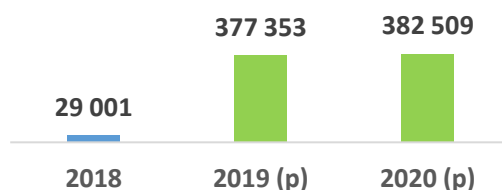
| DEPENSES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|----------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | | | 173 000 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 66 948 | 822 000 | 850 000 |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | 1 035 307 | 1 135 307 | 1 135 307 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 173 546 | 2 500 000 | 3 000 000 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 1 216 567 | 3 337 000 | 3 503 850 |
| TOTAL | | 2 492 368 | 7 794 307 | 8 662 157 |

| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|------------------------------------------------|---------------|------------------|------------------|
| 001 | RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE | | | 90 746 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 70 073 | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 0 | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 0 | 7 600 000 | 8 300 000 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0 | 200 000 | 0 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 0 | 85 053 | 382 207 |
| TOTAL | | 70 073 | 7 885 053 | 8 682 207 |

Il est ainsi anticipé une progression sensible des dépenses d'investissement eu égard au plan d'actions devant être mis en œuvre sur le périmètre de la CASA en termes de prévention des risques.

Compte tenu du caractère substantiel des investissements à réaliser, le plan de financement de ces ouvrages inclura un recours à la dette bancaire.

b- Epargne Nette anticipée



La participation financière du Budget Principal sera ajustée afin qu'une part d'autofinancement des investissements soit assurée.

c- Engagements pluriannuels

- Dette

Le Budget Annexe « GeMAPI » ne compte pas de dette à l'issue de l'exercice 2018. Les indicateurs relatifs aux emprunts ne sont donc pas applicables.

Cependant, des prêts seront nécessairement souscrits au cours de l'exercice 2019. Conformément à sa stratégie financière, la CASA exclura tout prêt situé en dehors la catégorie « 1-A » prévue par la Charte

- Plan Pluriannuel d'Investissements (en €)

| Libellé | Durée | Total | 2019 | 2020 |
|---------------------------------|-------|-------------------|------------------|------------------|
| Etudes | 1 | 1 672 000 | 822 000 | 850 000 |
| Aménagement du vallon des Horts | 1 | 659 000 | 659 000 | |
| Subventions d'équipement | 1 | 2 270 614 | 1 135 307 | 1 135 307 |
| Acquisitions foncières | 1 | 5 500 000 | 2 500 000 | 3 000 000 |
| Travaux / ouvrages | 1 | 6 840 850 | 3 337 000 | 3 503 850 |
| Total des dépenses | | 16 942 464 | 8 453 307 | 8 489 157 |

III.2.6- Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité »

Conformément aux dispositions de la Loi du 07 août 2015 dite « NOTRe », la CASA est devenue compétente en matière de création et gestion de Zones d'Activité Economique (« ZAE »).

Toutefois, alors que la Loi prévoyait une date de transfert le 1^{er} janvier 2017, la CASA a convnu avec ses Communes membres que, le nombre et le périmètre des zones concernées par un transfert n'ayant pu être définis d'un point de vue technique avec une réunion du Bureau Communautaire en date du 17 décembre 2017, la compétence ne pouvait être exercée par la CASA qu'à compter du 1^{er} janvier 2018.

Il a également été convenu que, la CASA étant insuffisamment préparée à la gestion de cette compétence à cette date, celle-ci serait confiée, pour ce qui est de l'année 2018, aux Communes remettantes par voie d'un mandat de gestion.

Ainsi, les opérations relatives à la gestion des « ZAE » sont retracées dans le cadre de ce Budget Annexe à compter de cet exercice 2018. Il en est notamment ainsi des mandats de gestion liant la CASA à certaines de ses Communes membres et de la contribution versée par la CASA au SYMISA pour l'entretien des ex-ZAC de Sophia Antipolis jusqu'au 30 septembre 2018, date à partir de laquelle la CASA le réalise directement.

III.2.6.1- Analyse rétrospective

III.2.6.1.1- Section de Fonctionnement (en €)

| RECETTES | | 2018 |
|-----------------|------------------------------------|----------------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 0 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 611 588 |
| TOTAL | | 611 588 |

| DEPENSES | | 2018 |
|-----------------|-----------------------------------------|----------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 589 753 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 0 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 0 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 0 |
| TOTAL | | 589 753 |

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement se sont élevées, lors de l'exercice 2018, à la somme de 589 753 Euros.

L'Epargne Brute du Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » a représenté la somme de 21 835 Euros.

III.2.6.1.2- Section d'Investissement (en €)

a- Synthèse

| DEPENSES | | 2018 |
|--------------|-------------------------------------------------------------|----------------|
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 0 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 36 310 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 817 017 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 0 |
| 26 | PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | 0 |
| TOTAL | | 853 327 |

| RECETTES | | 2018 |
|--------------|---------------------------------------------|----------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 0 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 0 |
| TOTAL | | 0 |

b- Besoin de financement

Aucun emprunt n'a été réalisé au cours de l'exercice 2018. La notion de réduction du besoin de financement n'est donc pas pertinente dans le cas du Budget Annexe.

c- Epargne Nette

Le Budget Annexe n'ayant pas enregistré de remboursements de capital d'emprunts au cours de l'exercice 2018, l'Epargne Nette équivaut à l'Epargne Brute, à savoir 21 835 Euros.

d- Caractéristiques de la dette

Pour la même raison, les indicateurs classiques relatifs à la gestion de la dette ne sont pas applicables dans le cas du Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité ».

III.2.6.2- Eléments prospectifs

III.2.6.2.1- Section de Fonctionnement (en €)

a- Evolution anticipée en 2019 et 2020

| DEPENSES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|--------------|--------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 589 753 | 653 353 | 706 800 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 0 | | |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0 | 50 000 | 50 000 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 0 | | |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 0 | | |
| TOTAL | | 589 753 | 703 353 | 756 800 |

Il est notamment prévu l'harmonisation de l'entretien de l'ensemble des ZAE transférées à la CASA.

| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|----------|------------------------------------|---------|----------|----------|
| 002 | RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT | 0 | 21 835 | 0 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 611 588 | 900 000 | 950 000 |
| TOTAL | | 611 588 | 900 000 | 950 000 |

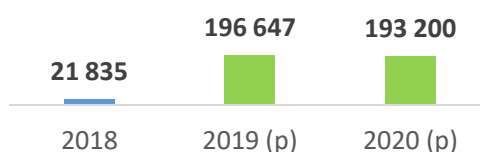
Le modèle économique de l'exercice de cette compétence induit que le Budget Principal apporte une participation financière au Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité ».

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement pourraient être les suivantes, en 2019 et 2020 :

| 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|---------|----------|----------|
| 589 753 | 703 353 | 706 800 |

Ces dernières reflètent la volonté de la CASA de développer l'attractivité des ZAE qui lui ont été confiées, notamment pour optimiser les retombées en termes de recettes fiscales de la création d'activité économique en leur sein.

b- Epargne Brute (en €)



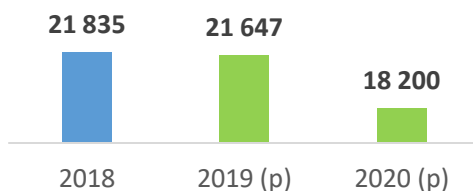
III.2.6.2.2- Section d'Investissement (en €)

a- Evolution anticipée en 2019 et 2020

| DEPENSES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|----------|----------------------------------------------------------|---------|-----------|-----------|
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 0 | 175 000 | 175 000 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 36 310 | 467 400 | 450 000 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 817 017 | 2 920 000 | 416 976 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 0 | 0 | 0 |
| 26 | PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | | 853 327 | 3 562 400 | 1 041 976 |

| RECETTES | | 2018 | 2019 (p) | 2020 (p) |
|----------|------------------------------------------|------|-----------|-----------|
| 001 | RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT | 0 | 12 395 | 0 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0 | 50 000 | 50 000 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 0 | 3 500 000 | 1 000 000 |
| TOTAL | | 0 | 3 562 395 | 1 050 000 |

b- Epargne Nette anticipée (en €)



c- Engagements pluriannuels

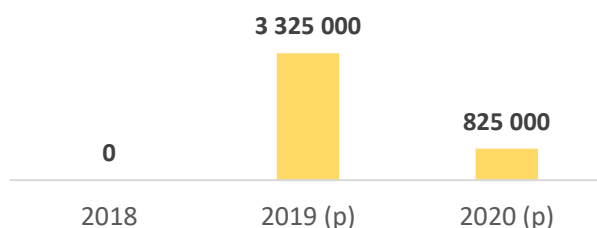
- Dette

Les emprunts à souscrire pour financer les investissements relatifs au développement des ZAE appartiendront nécessairement à la catégorie « 1-A » de la Charte de Bonne Conduite.

Ces financements seront préférentiellement à taux fixe, hormis dans le cas précis de portages fonciers pour lesquels les concours à taux variables peuvent présenter un intérêt économique.

Compte tenu des financements envisagés au cours des années 2019 et 2020, l'évolution du besoin de financement pourrait être le suivant :

Besoin de financement



- Plan Pluriannuel d'Investissements

Les principaux projets d'investissements portant sur des ZAE et ayant vocation à être retracés dans le Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » sont les suivants :

| Libellé | Durée | Total | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|-------------------------------------------------|-------|-------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|
| Feux du "Pôle Marina 7" | 1 | 220 000 | 220 000 | | | |
| Les Hauts d'Antibes - études puis réaménagement | 4 | 14 124 000 | 200 000 | 350 000 | 6 787 000 | 6 787 000 |
| Pistes cyclables des ZAE | 3 | 200 928 | 0 | 66 976 | 66 976 | 66 976 |
| Acquisitions foncières | 1 | 2 500 000 | 2 500 000 | | | |
| Etudes techniques sur des ZAE | 1 | 465 000 | 465 000 | | | |
| Total des dépenses | | 17 509 928 | 3 385 000 | 416 976 | 6 853 976 | 6 853 976 |

III.3- Données consolidées et de synthèse

III.3.1- Indicateurs financiers du Budget Général et des Budgets Annexes

| | Résultat de fonctionnement de l'année | Epargne Brute | Epargne Nette | Capitaux restant dus au 31/12/2018 | Capacité de désendettement |
|----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------|------------------|------------------------------------|----------------------------|
| Budget Principal | 16 669 966 | 17 410 941 | 8 557 842 | 114 395 487 | 6,6 |
| Budget Annexe « Pépinières » | 86 638 | 201 058 | -38 942 | 4 380 000 | 21,8 |
| Budget Annexe de la Régie au autonomie financière des Transports "Envibus" | 657 023 | 4 563 673 | 1 119 947 | 43 100 164 | 9,4 |
| Budget Annexe "Théâtre Communautaire d'Antibes" | -842 979 | -785 224 | -785 224 | 0 | N/A |
| Budget Annexe « Office de Tourisme Intercommunal » | 9 610 | 9 610 | 1 610 | 104 000 | 10,8 |
| Budget Annexe « GeMAPI » | 29 001 | 29 001 | 29 001 | 0 | N/A |
| Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » | 21 835 | 21 835 | 21 835 | 0 | N/A |
| Total | 16 631 093 | 21 450 893 | 8 906 069 | 161 979 651 | 7,6 |

III.3.2- Illustration des projets par compétence

III.3.2.1- Budget Principal

1- Direction Envinet

Objectifs

- Exemplarité et qualité du service public des déchets
- Poursuite de la lutte contre les incivilités en partenariat avec les Communes
- Axer l'organisation de la collecte sur la sécurité, la qualité et l'efficience

Projets

- Optimisation des circuits de collecte de la régie avec diminution des fréquences de collecte
- Amélioration du fonctionnement du service des encombrants avec la mise en place d'un logiciel métier
- Déploiement d'outils informatiques et de tableaux de bord en lien avec la certification ISO 9001
- Mise en place de la collecte des Bio-déchets sur certaines communes du Moyen Pays
- Déploiement de dispositifs de collecte enterrés et semi enterrés sur plusieurs communes de l'arrière-pays et du littoral

Perspectives

- Lisser les investissements, dans le cadre d'un programme pluriannuel, pour les équipements (contenants) et

Le parc roulant en privilégiant les énergies propres et les économies d'énergies

Mise à jour du règlement de collecte

Mettre en œuvre des actions communes avec le Pôle Métropolitain Cap Azur sur la prévention et le tri des déchets et plus particulièrement la mise en œuvre du système *Cliiink*®, permettant d'inciter les usagers au tri du verre ménager.

2- Politique de l'habitat et Logement

Objectifs

- Approuver le 3^{ème} Programme Local de l'Habitat (2020-2025)
- Poursuivre le développement d'une offre de logement adaptée pour répondre à la diversité croissante des besoins
- Développer l'offre locative sociale ainsi que l'accession sociale à la propriété en s'appuyant sur la délégation des aides à la pierre et en mobilisant les aides financières de la CASA
- Mettre en œuvre la réforme du Logement d'Abord pour mieux répondre aux personnes sans-abris et mal logées
- Poursuivre la mise en œuvre du Plan partenarial de gestion de la demande
- Valider le document cadre sur orientations stratégiques en matière d'attribution et élaborer la convention intercommunale d'attribution (CIA)
- Valoriser les quartiers existants :
- Mobiliser les aides de l'Anah pour accompagner la rénovation des logements du parc privé
- Contribuer à la mise en œuvre du dispositif Cœur de Ville (2018-2024) sur la Commune de Vallauris, via une OPAH-RU
- Conforter la politique foncière en lien avec l'EPF PACA et les communes
- Poursuivre les actions menées dans le cadre de la compétence accueil des gens du voyage :
 - Gérer les deux aires d'accueil
 - Rénover l'aire d'accueil Palmosa à Antibes
 - Aire d'accueil des gens du voyage Antibes : réhabilitation du système de distribution et de télégestion des fluides – reprise des réseaux et de la voirie,

Mesures de 2019

- Accompagner des communes dans le développement de l'offre locative sociale pour répondre aux objectifs du PLH et de la délégation des aides à la pierre
- Poursuivre le développement de l'offre en accession à la propriété : commercialisation de programmes de logements sur les communes de, Villeneuve Loubet (Les Maurettes), Valbonne (Les Bourelles) Vallauris (Nature en ville)

- Développer une offre adaptée en termes de loyer et d'accompagnement pour les publics relevant du Logement d'Abord en s'appuyant sur les partenariats existants et en les optimisant
- Développer l'accompagnement des demandeurs de logements dans les démarches d'enregistrement en ligne
- Travailler en inter-bailleurs pour fluidifier les parcours résidentiels et réactiver les taux de rotation dans le parc social
- Définir les nouvelles règles de financement pour aider les propriétaires modestes à rénover leurs logements

3- Cohésion sociale

Objectifs :

Poursuivre l'exécution de la gouvernance du **Contrat de Ville CASA 2015-2020** en partenariat avec les services de l'Etat et la CAF des Alpes-Maritimes : participer à la programmation et au soutien des actions proposées par les opérateurs de proximité **en direction du QPV de Vallauris** ; en particulier sur l'axe de la cohésion sociale, du cadre de vie et de rénovation urbaine.

Poursuivre le soutien financier apporté par les opérateurs **sur l'ensemble du territoire CASA** en faveur de :

→ **L'emploi et insertion par l'économie** : soutien à la Mission Locale Antipolis et aux SIAE par exemple ; poursuite de la mise en œuvre d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) en collaboration avec le Conseil Départemental 06 et le Conseil Régional SUD PACA

→ **La prévention de la délinquance** : poursuite de la coopération avec les communes sur des actions spécifiques en direction de la jeunesse en difficulté et abondement des actions cofinancées au titre du FIPD (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance)

→ **L'accès au droit et le soutien aux familles** : en particulier en direction de la prévention des violences conjugales et du soutien au fonctionnement des Maisons de Services au Public (MSAP)

Perspectives :

Poursuivre et évaluer la mise en œuvre du contrat de ville 2015 – 2020. Présenter un rapport sur le bilan à mi-parcours des actions menées dans ce cadre lors d'un comité de pilotage qui devra donner lieu à une priorisation actualisée des pistes de travail

Initier des actions innovantes en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes et participer à un mode de réponse efficace pour leur prévention. Piloter des actions en direction des publics jeunes et renouveler un partenariat avec le TGI de Grasse et les services de l'Etat

Organiser de façon efficiente l'activité des services de la direction; notamment celles qui engagent la présence de la CASA aux côtés du public : organisation du fonctionnement des Antennes de Justice et du Service de Prévention Jeunesse

4- Politique de lecture publique

Objectifs :

- Faciliter l'accès pour tous à l'offre de lecture publique depuis l'ensemble du territoire à travers des services innovants
- Optimiser la qualité de l'accueil des usagers et des services de médiation dans les médiathèques
- Développer les collections et les services numériques
- Promouvoir la lecture publique, l'accès à la connaissance et la valorisation des collections à travers des actions culturelles, en particulier à destination de la jeunesse

Mesures de 2019 :

- Adoption et mise en œuvre du projet Culturel Scientifique Educatif et Social du réseau des médiathèques à partir des grandes orientations communautaires en matière de lecture publique pour les 5 années à venir
- Organisation du 2ème salon communautaire du livre jeunesse au Palais des Congrès de Juan-les-Pins
- Attribution d'un nom célèbre à chaque médiathèque communautaire
- Renouvellement du parc de tablettes numériques accessibles aux usagers dans les médiathèques communautaires

Perspectives :

- Harmonisation et élargissement des horaires d'ouverture des médiathèques communautaires
- Assistance et conseil aux bibliothèques du territoire

5- Mobilité

Plan de Déplacements Urbains

- Concertation préalable du 4 février au 11 mars 2019
- Elaboration technique du nouveau PDU 2020-2030 et de son rapport environnemental
- Arrêt du PDU septembre 2019
- Enquête publique fin 2019

Planification en lien avec les AOM du territoire : Région, Pôle Métropolitain CapAzur, etc.

- Participation à l'élaboration du SRADDET
- Concertation sur mise en cohérence des PDU du Pôle Cap Azur et NCA
- Conformité des actions Mobilité au sein du Plan Climat
- Avis réglementaire et conseils sur PADD, PLU et PC communaux

Conseil en mobilité

- Plan de mobilité de la CASA: mise à disposition de VAE, accompagnement au covoiturage
- PME/PMIE: intervention en entreprises pour conseil et sensibilisation, dont PMIE Sophia SCE
- Animation de permanences tout public à la CASA du vélo Sophia
- Animation de permanences tout public à l'agence de mobilité Place Guynemer Antibes
- Animation de stands et réponse aux sollicitations (social, tourisme, développement économique) communes...

Projets d'infrastructures de mobilité et d'intermodalité

- Révision du Protocole d'Accord pour la réalisation d'infrastructures pour améliorer les accès à Sophia: diagnostic et propositions
- Elaboration du maillage CDo6/CASA en parcs de rabattement multimodaux à destination de Sophia
- Participation à l'élaboration des voiries des équipements publics de la CASA et à la définition des projets d'aménagements sur les sujets de mobilité (dont Hauts d'Antibes, Clausonnes, Trois Moulins / Ecotone)
- Participation aux études liées au projet de Ligne Nouvelle et de la gare ferroviaire de l'Ouest des Alpes-Maritimes

Vélo

- Animation et évaluation du fonctionnement de la CASA du Vélo avec l'association Choisir le vélo.
- Elaboration du schéma directeur cyclable de la CASA, en lien avec le Département des Alpes Maritimes
- Elaboration du Plan Pluriannuel d'investissement 2020-2025
- Animation du Comité Technique avec les communes et lancement d'un groupement de commande d'équipements cyclables (stationnement, vélos, VAE...)
- Participation financières aux opérations de travaux menées par le Département, selon convention n°1
- Elaboration d'une convention n°2 avec le Département pour amélioration de l'accès à Sophia
- Implantation physique d'arceaux et de boxes sécurisés sur l'espace public, en lien avec les communes
- Animation de la Communauté d'usagers du Vélo de Sophia (450 membres)
- Implantation de stationnement vélo sur l'espace public
- Etudes de projets de pistes cyclables en vue d'assurer les continuités cyclables aux abords de Sophia en partenariat CDo6 (y compris études de contournement des Bouillides)
- Création de parkings d'intermodalité, dont celui de la gare de Villeneuve Loubet et celui Croix Rouge à Antibes

- Création de 10 arrêts chartes excellence PMR

Covoiturage

- Campagne de communication pour présentation des applis Boogi, Ridygo et Klaxit
- Structuration de la communauté de covoitureurs de Sophia, créée en novembre 2018
- Extension du dispositif RezoPouce –autostop solidaire- aux communes volontaires de la CASA

Innovation

- Véhicule autonome: EVRA ENA: expérimentation de 2 navettes autonomes sur Biot Roumanille, en rabattement du bus-tram
- Réalisation d'une zone d'expérimentation dans la zone des Trois Moulins dédiée aux essais et mises au point techniques des opérateurs privés de Sophia
- Booster de Mobilité Augmentée, outil d'aide à la décision des entreprises sur la gestion interne de mobilité: prise en main de l'outil et adaptation au monde des collectivités
- TAD dynamique: expérimentation d'une solution d'optimisation de course TAD grâce au numérique pour un taux de remplissage accru des navettes
- Approche de la mobilité par l'organisation sociale: réinterroger l'organisation quotidienne des aidants (famille, amis, voisins, professionnels de santé, associations, public...) auprès des personnes âgées à domicile pour résoudre les dysfonctionnements de mobilité et permettre leur maintien à domicile le plus long possible en évitant l'épuisement organisationnel autour d'elles. Projet en lien avec l'ADEME et les communes de Tourrettes sur Loup et La Colle sur Loup.

6- Aménagement du territoire

Objectifs

- Faire évoluer le projet de territoire à travers la révision du SCOT en cours
- Poursuivre la politique foncière en faveur de la production de logements, d'activités économiques et de préservation de l'environnement

Mesures 2019

- Révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) : Projet d'Aménagement et de développement Durable (PADD) et Trame verte et bleue;
- Procédure de DUP en vue de l'aménagement et de l'entretien des berges de la Brague ;
- Suivi des projets de développement sur la technopole Sophia Antipolis
- Etudes en vue de la conception du siège de la CASA et du Business Pôle 2.0 ;

- Finalisation du Projet d'aménagement Gare-Pétroliers à Antibes.

Perspectives

- Articuler le SCOT et les documents d'urbanisme communaux dans le contexte institutionnel et réglementaire o6 et Régional
- Soutenir le développement des espaces à enjeux
- Traduction réglementaire du Plan-guide d'aménagement et de développement durable de la Brague

7- Environnement et Développement durable

Objectifs

- Engager le territoire vers la transition énergétique et la croissance durable
- Mettre en œuvre une politique de développement durable à l'échelle du territoire
- Poursuivre l'exemplarité de l'action publique locale

Mesures 2019

- Adoption et mise en œuvre du Programme de Développement Durable CASA'Venir
 - Initiation du bilan du PCET en vue d'une évolution en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)
 - Exploitation du réseau de bornes de recharges pour véhicules électriques WiiiZ
 - Poursuite des actions PCET CASA : diagnostics des bâtiments communaux, centrale solaire sur le Business pôle, promotion de l'outil « Coach copro » et de la plateforme solaire
- Etude d'une potentielle création d'un Espace Info Energie mutualisé
 - Poursuite de l'activité du Conseil en Energie Partagé
- Adoption de la cartographie du bruit et initiation du Plan de Prévention du Bruit en partenariat avec CAPL et CAPG,
- Diffusion et promotion de l'exposition sur le développement durable CASA'Venir auprès des scolaires et de la population
- Poursuite des programmes pédagogiques et de sensibilisation : Activ' ta terre, Watty, CASA Nature

Perspectives

- Poursuite des programmes engagés

8- Agriculture

Objectifs

- Conforter les espaces et les activités agricoles sur le territoire
- Soutenir la dynamique d'installation d'exploitations.

Mesures 2019

- Appui aux communes pour les acquisitions de foncier agricole par le biais de fonds de concours
- Projet FEADER « Préservation du foncier agricole » : étude de Zones Agricoles Protégées, études de potentiel agricole, animation foncière et reconquête de friches agricoles – Coût d'opération : 1,03 M€
- Appui d'ingénierie aux communes en lien avec la Chambre d'Agriculture, la SAFER et autres partenaires pour le développement de projets agricoles et l'implantation de nouveaux exploitants
- Accompagnement du développement de serres à Haute Qualité Environnementale avec production solaire
- Soutien à la revalorisation de la filière Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales
- Accompagnement à la reconversion d'un ancien site de recherche vers un projet à vocation agricole (site de Peijan ex-INRA)
- Aide à la promotion des productions locales (guide numérique...)

Perspectives

- Augmenter la surface agricole exploitée et la production sur le territoire par la reconquête des friches
- Contribuer à la pérennisation des exploitations locales

9- Développement économique

Objectifs

- Commerce et économie de proximité : assurer un développement commercial différenciant, équilibré et répondant aux besoins locaux de consommation ; pérenniser les créations-reprises d'entreprises
- Grands projets économiques : contribuer au projet de « Pôle Céramique » à Vallauris

Mesures 2019

Economie de Proximité

- Contribution à la mise en œuvre du dispositif « Action Cœur de Ville » de Vallauris
- Financement des structures d'accompagnement à la création-reprise d'entreprises (IASA, ADIE, ESIA)

- Adhésion aux réseaux nationaux du développement commercial : « Centre-ville en Mouvement », « Pour la Ville et le Commerce », le « Club des Managers »
 - Animation de « l'Observatoire des Dynamiques Commerciales » de la CASA en partenariat avec la CCINCA
 - Projet de « Pôle Céramique » à Vallauris
- Lancement de l'opération de réhabilitation de la « poterie Madoura » en « centre d'immersion et d'interprétation de la céramique »

10- Environnement et Développement durable

Objectifs

- Engager le territoire vers la transition énergétique et la croissance durable
- Mettre en œuvre une politique de développement durable à l'échelle du territoire
- Poursuivre l'exemplarité de l'action publique locale

Mesures 2019

- Adoption et mise en œuvre du Programme de Développement Durable CASA'Venir
 - Initiation du bilan du PCET en vue d'une évolution en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)
 - Exploitation du réseau de bornes de recharges pour véhicules électriques WiiiZ
 - Poursuite des actions PCET CASA : diagnostics des bâtiments communaux, centrale solaire sur le Business pôle, promotion de l'outil Coach copro et de la plateforme solaire
- Etude d'une potentielle création d'un Espace Info Energie mutualisé
 - Poursuite de l'activité du Conseil en Energie Partagé
- Adoption de la cartographie du bruit et initiation du Plan de Prévention du Bruit en partenariat avec CAPL et CAPG,
- Diffusion et promotion de l'exposition sur le développement durable CASA'Venir auprès des scolaires et de la population
- Poursuite des programmes pédagogiques et de sensibilisation : Activ' ta terre, Watty, CASA Nature

Perspectives

- Poursuite des programmes engagés

11- Paysage et espaces naturels

Objectifs

- Redéfinir le paysage comme élément d'attractivité du territoire, préserver la diversité et traiter les difficultés paysagères
- Concilier au mieux les usages des sites et garantir la préservation de ses espaces naturels remarquables

Mesures de 2019

- Adoption de la Trame verte et bleue
- Adoption et diffusion de la palette végétale
- Poursuite de la mise en œuvre du Plan de Paysage
- Poursuite de l'animation et de la surveillance des 3 sites « Natura 2000 » Préalpes de Grasse, Rivière et Gorges du Loup et Dôme de Biot : Expérimentation de navettes dans les gorges du Loup, concertation avec les acteurs du site pour la mise en place de bonnes pratiques, panneaux d'information, outils de communication
- Décision relative au renouvellement de la candidature CASA en tant qu'animateur Natura 2000.

Perspectives

- Poursuite des programmes engagés

12- Direction Architecture et Bâtiments

Objectifs

- Entretien, maintenance et gestion du patrimoine de la CASA afin d'assurer la continuité de fonctionnement des services tout en améliorant l'environnement de travail des agents et usagers de la collectivité
- Suivi du GER (Gros Entretien et Renouvellement) des bâtiments communautaires à l'aide de l'outil de Gestion de Sites Assistée par Ordinateur
- Plateforme multi-services : aide et support techniques aux Communes

Projets

- Pôle Céramique à Vallauris : lancement du concours de maîtrise d'œuvre
- Bastide aux Violettes à Tourrettes sur Loup - extension du bâtiment principal : réalisation des travaux
- Aire d'accueil des gens du voyage Vallauris : études pour la réalisation bâtiment mutualisé avec la déchetterie
- Support technique aux Communes (Tourrettes-sur-Loup)
- Nautipolis : création d'un bassin extérieur, réaménagement des espaces verts + pergola extension du restaurant, lancement des études et dépôt du permis de construire

Perspectives

- Mise en place de l'outil « ATAL » pour le suivi et la valorisation des opérations en régie
- Programme pluriannuel du Gros Entretien et Renouvellement (GER)
- Adaptation de l'organisation de la direction et de ses outils aux nouveaux enjeux (mutualisation, gestion de patrimoine, etc.)
- Démarche qualité : poursuite de la réflexion sur une réorganisation de la direction

14 Fonds de concours

*** Dépenses d'investissement dans le cadre du dispositif des fonds de concours :**

Le mandat en cours est notamment tourné vers :

* la **solidarité** via l'aide aux communes au travers de l'attribution de fonds de concours d'équipements et du foncier agricole.

Objectifs

Poursuivre les attributions de fonds de concours d'équipements aux communes ;

Accompagner les communes dans la constitution des dossiers de fonds de concours.

Rétrospective : **2018** : 95 dossiers votés avec une participation CASA de 15 157 928,17 € et un mandatement réalisé de 3 358 497,45 €.

15 Subventions

*** Recettes issues des subventions :**

Un des objectifs majeurs de l'année 2019 sera d'accroître les recettes par le biais des actions suivantes :

Poursuite des partenariats financiers avec l'Etat et les autres collectivités (CRET, conventions de partenariat, arrêtés attributifs...) ;

Etendre les recherches de financements extérieurs et candidater aux appels à projets (AAP, AMI, Fonds Européens).

Rétrospective : 2 275 095,47 € de recettes effectivement perçues en 2018 en cofinancement des politiques de la CASA.

III.3.2.2- Budget Annexe de la Régie à autonomie financière des Transports « Envibus »

Objectifs

Améliorer la productivité et la qualité du service rendu à la population sur les principes suivants :

- L'amélioration continue des performances du réseau vers le haut niveau de service (BHNS),
- La modulation de l'offre de service pour répondre aux besoins de déplacements
- La promotion du réseau Envibus pour conquérir et fidéliser la clientèle des transports collectifs
- La facilitation de l'achat des titres pour les clients/usagers
- La digitalisation des outils Envibus

Projets

- Modernisation du mode de vente des titres et diminution de la vente à bord des bus : paiements internet via la e-boutique, distributeurs automatiques de titres, tickets sur téléphone
- Modernisation des systèmes radiophonie et data
- Acquisition de bus articulés et standards au gaz pour l'exploitation de la ligne Bus-Tram
- Garantir les conditions opérationnelles de remisage et de maintenance du parc affecté en réhabilitant les dépôts
- Mise en œuvre de la « priorité bus » aux feux pour le Bus-Tram
- Mise en service d'un « PC régulation » pour l'exploitation du réseau (lignes à fréquence et lignes à horaires)
- Mise en service du nouveau réseau restructuré associé au Bus-Tram, avec livraison partielle de la plateforme dédiée
- Travail partenarial avec les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) dans le cadre du Pôle Métropolitain « Cap Azur »
- Travaux du Bus-Tram Antibes / Sophia Antipolis sur les secteurs « Cistes-Saint Philippe » et « Saint Claude-Sarrazine », création d'une aire de remisage pour bus et préparation de la mise en service partielle du Bus-Tram en 2019
- Etudes sur les secteurs Sud
- Négociations foncières sur les secteurs Sud, y compris enquête parcellaire

Perspectives

- Programmer les budgets d'exploitation « 2020 / 2023 » liés à l'arrivée du Bus-Tram et du réseau Envibus restructuré
- Augmenter les recettes liées à la billetterie Envibus

- Préparer un plan prévisionnel d'investissement du matériel roulant en tenant compte des obligations issues de la loi de transition énergétique
- Programmer l'évolution du transport à la demande par expérimentation de nouveaux outils digitaux d'exploitation et de relations usagers
- Mise en service complète du Bus-Tram en 2023

III.3.2.3- Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité »

Superviser la mise en œuvre du projet de voirie prévu dans le cadre du projet des Clausonnes

- Pilotage et assistance de la MOA déléguée (SPL Sophia).
- Interfaces avec les partenaires techniques, notamment le CDo6
- Vérification de la qualité des ouvrages réalisés dans le cadre de l'opération

Mettre en œuvre le projet de voirie dans le cadre du projet des Hauts d'Antibes

- Lancement d'un marché de maîtrise d'œuvre
- Pilotage des procédures administratives

Voiries situées dans les zones d'activités économiques

- Rédaction d'un règlement de voirie et instruction des autorisations administratives
- Lancement de nombreux marchés mutualisés CASA (topographique et géomètre, géotechnique et contrôle extérieur, géo-détection des réseaux, voirie et réseaux, etc.)
- Etudes diverses de projets de voirie
- Dispositifs de limitation de gabarit à Sophia Antipolis (gens du voyage)
- Obligations légales de débroussaillage : priorisation des mesures à mettre en œuvre
- Entretien des voiries, conformément au programme de travaux arrêté par la CLECT
- Renouvellement des voiries dégradées, y compris renouvellement d'enrobés et de dispositifs d'éclairage public
- Pilotage d'opérations d'investissement dont :
 - « La Sarrée » à Bar Sur Loup : travaux de voirie et de réseaux
 - « Marina 7 » à Villeneuve Loubet : amélioration et création de 3 nouveaux carrefours routiers
 - « Ecotone » à Antibes : études de voirie en lien avec le projet d'aménagement

Perspectives 2019-2023

- Amélioration de l'accessibilité du territoire, tous modes confondus
- Développement du réseau viaire dans le cadre des zones d'activités économiques
- Gestion de voiries communautaires, de pistes cyclables et transferts des accessoires de voiries départementales

III.3.2.4- Budget Annexe « GeMAPI »

Objectifs

- Poursuivre le déploiement des missions GEMAPI et gestion des eaux pluviales, parallèlement à la construction de la direction adjointe
- Développer la politique de gestion des risques d'inondation de la CASA, dans ses dimensions préventives et opérationnelles : diagnostic partagé des problèmes de ruissellements sur le territoire, zonage pluvial, entretien des vallons et réseaux, actions du PAPI CASA, gestion de crise, ...
- Finaliser l'inventaire des biens mis à disposition par les communes (réseaux pluviaux, ouvrages hydrauliques, ouvrages du littoral, ...), valider le champ des prestations de la CASA et des autres gestionnaires (CDo6, etc.)
- Mettre en œuvre les grands projets d'aménagement et la gestion des ZAE

Projets

- Etablissement et mise en œuvre des plans de gestion pour l'entretien des réseaux pluviaux et des vallons
- Lancement des schémas directeurs et du zonage des eaux pluviales et des ruissellements sur le territoire CASA, accompagnement des communes dans leurs actions d'urbanisme (PLU, révision PPRI, opérations d'aménagement, fonds Barnier, etc.)
- Passation des conventions de mises à disposition des biens mobiliers et immobiliers des communes (réseaux pluviaux, ouvrages du littoral, etc.)
- Elaboration d'un avenant au PAPI 2 et passage en CMI pour intégrer de nouvelles actions et actualiser les coûts : hameau Brague, Clausonnes, Madé, Horts, Maire, Laval, etc.
- Réalisation des chantiers d'amélioration de la gestion des ruissellements (Haut Sartoux, Maurettes, cœur de ville Roquefort, etc.) et de réparation des réseaux (Ponteil, etc.) par la CASA, ou via des conventions avec les communes pour les « coups partis » (Escours à la Colle/Loup, etc.)
- Assistance aux communes pour la gestion des crises inondations : surveillance météorologique, réseau d'échanges, etc,
- Suivi des actions déléguées au SMIAGE (études, travaux et entretien), et en particulier la préparation des grands travaux de lutte contre les inondations (enquêtes publiques DUP, DIG, loi eau, dossiers techniques) : bassin des Horts, pièges à embâcles de la Brague, etc.
- Développement des opérations d'aménagement des ZAE de la Sarrée (création ZAC), des Clausonnes (travaux), des Trois Moulins (PC);
- Cessions de terrains SYMISA pour soutenir le développement de la technopole;

Perspectives

- Développer les actions pour la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens exposés aux risques d'inondation
- Elaborer un règlement communautaire de gestion des eaux pluviales et des ruissellements
- Etablir des DIG pour l'entretien des vallons sur les parties privées d'intérêt général
- Préparer le PAPI 3 sur la base des études hydrauliques du Loup, de la Brague et des vallons

III.3.2.5- Budget Annexe « Office de Tourisme Intercommunal »

Objectifs

- Tourisme : assurer le fonctionnement de l'Office de Tourisme Intercommunal et contribuer à l'activité du Syndicat Mixte des Stations de Gréolières et de l'Audibergue

Mesures 2019

Fonctionnement de l'Office de Tourisme Intercommunal (OTI) et de ses Bureaux d'Information Touristique

- Elaboration d'une politique d'accueil et de promotion touristique à l'échelle du moyen et du haut- pays, en coordination avec les offices de tourisme du littoral; réorganisation du réseau des Bureaux d'Information Touristique de l'OTI
 - Augmentation de la contribution financière de la CASA au sein du Syndicat Mixte des stations de Gréolières et de l'Audibergue (SMGA), de 4% à 30% via le Budget annexe de l'OTI
 - Participation à la promotion hivernale et estivale de la station de Gréolières-les-Neiges via l'OTI

IV- Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

• Les effectifs de la CASA depuis 2014

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | objectif 2019 |
|--------------------------------------|------|------|-------|--------|------------------------------|
| Effectifs total (emplois permanents) | 553 | 564 | 575 | 575 | Maintien de l'effectif total |
| Dont créations d'emplois | 14* | 11** | 11*** | 44**** | |
| Dont suppressions d'emplois | 28* | 0** | 0*** | 44**** | |

***En 2015**, les créations d'emplois sont principalement liées à des prises de compétences, notamment dans le domaine de la cohésion sociale avec le transfert du contrat de ville de Vallauris et la mise en place du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi. Les suppressions d'emplois intervenues en 2015, sont la conséquence du transfert des conducteurs de bus vers le prestataire privé VECTALIA. Ces suppressions ont pour conséquence de diminuer l'effectif total en 2015.

**** En 2016**, les créations d'emplois sont liées à des prises de compétences et missions nouvelles notamment dans le domaine du développement économique, accueil des gens du voyage, lutte contre les inondations, direction de la communication et l'ouverture de la déchetterie de Roquefort les Pins.

*****2017**, les créations d'emplois sont liées au développement des missions prioritaires notamment dans le domaine du développement économique, de la communication, de la cohésion sociale, de la gestion et maintenance du patrimoine, mais aussi à l'engagement de la CASA de pérenniser les emplois aidés.

******2018**, les créations d'emplois sont liées à la prise de nouvelles de compétences et aux transferts obligatoires des agents affectés sur ces compétences:

- 9 postes pour la compétence promotion touristique,
- 31 postes pour la compétence de la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations,

Les créations d'emplois sont également liées aux missions nouvelles dans le domaine du développement économique et voirie grands projets (4 postes).

Les suppressions d'emplois intervenus en 2018, sont la conséquence du transfert des agents de déchetteries et de l'unité action communication (ADT) vers le syndicat UNIVALOM (44 postes). Ces suppressions ont pour conséquence de maintenir l'effectif total de 2018 à celui de 2017.

L'objectif de 2019 sera de maintenir un effectif total stable, les mouvements qui interviendront seront liés à la prise de nouvelles compétences et au bon fonctionnement des nouvelles compétences.

• Etat prévisionnel des transferts de compétences

Depuis l'année 2017, l'effectif de la CASA a évolué au fil des transferts de compétences obligatoires vers les agglomérations énoncés dans la loi dite « NOTRe » :

En 2017 :

- préparation du transfert de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) et Eaux Pluviales

- préparation du transfert de la compétence promotion du tourisme
- étude sur le transfert de la compétence gestion des Zones d'Activité Economique (ZAE)

En 2018:

- transfert effectif des personnels de la compétence GEMAPI/Eaux Pluviales ⇒ 31 postes créés dont 23 transferts et 8 postes créés financés sur la base de l'évaluation des charges transférées dans le cadre de la CLET
- transfert effectif des personnels de la compétence promotion du tourisme ⇒ 9 postes créés dont 6 transferts et 3 postes créés financés sur la base de l'évaluation des charges transférées dans le cadre de la CLET
- transfert effectif des personnels des déchetteries et de l'unité action communication de la direction EnviNet vers UNIVALOM ⇒ 40 postes supprimés.

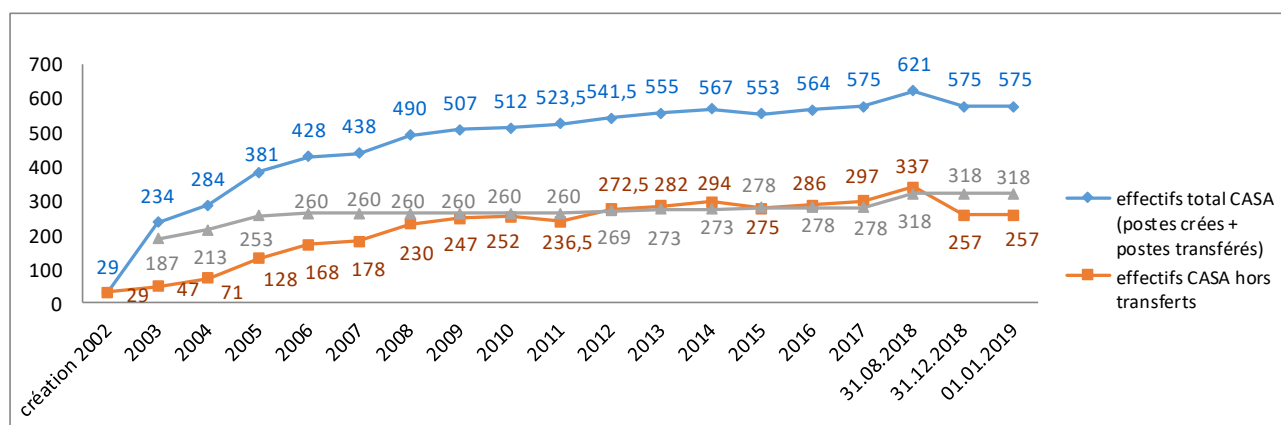
En 2019 :

- préparation du transfert de la compétence eau et assainissement

En 2020 :

- transfert effectif des personnels de la compétence eau et assainissement

• **Evolution de l'effectif depuis la création de la CASA (selon date de délibération)**



| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 31.08.2018 | 31.12.2018 | 01.01.2019 |
|---------------------------------------------|------|---------|--------|--------|-------|------|------|------|------|-------|-------|-------|------|---------|------|------|------------|------------|------------|
| Effectifs créés hors transferts | 29 | 18 | 24 | 57 | 40 | 10 | 52 | 17 | 5 | 11,5 | 9 | 9,5 | 12 | -19 | 11 | 11 | 6 | -40 (9) | -40 (9) |
| Effectifs cumulés hors transferts | 29 | 47 | 71 | 128 | 168 | 178 | 230 | 247 | 252 | 263,5 | 272,5 | 282 | 294 | 275 | 286 | 297 | 303 | 257 | 257 |
| Effectifs transférés | 0 | 187 (1) | 26 (2) | 40 (3) | 7 (4) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 (5) | 4 (6) | 0 | 5 (7) | 0 | 0 | 40 (10) | 40 (10) | 40 (10) |
| Effectifs transférés cumulés | 0 | 187 | 213 | 253 | 260 | 260 | 260 | 260 | 260 | 260 | 269 | 273 | 273 | 278 | 278 | 278 | 318 | 318 | 318 |
| Effectifs inscrits au tableau des effectifs | 29 | 234 | 284 | 381 | 428 | 438 | 490 | 507 | 512 | 523,5 | 541,5 | 555 | 567 | 553 (8) | 564 | 575 | 621 | 575 | 575 |

- (1) Transferts déchets (170) + transport (17)
- (2) Transfert politique de la ville (26)
- (3) Transferts logement (2) + médiathèque (38 Antibes)

- (4) Transferts logement (6) + médiathèque (1 Valbonne)
- (5) Transferts médiathèque (4 Villeneuve-Loubet) + SIVOM déchet haut-pays (5)
- (6) Transfert médiathèque (4 Biot)
- (7) Transfert contra ville Vallauris (5)
- (8) Suppression 28 postes DRE (départ au privé)
- (9) Suppression postes déchetterie et ADT (départ vers UNIVALOM)
- (10) Transferts GEMAPI + Tourisme

• **Répartition des effectifs au 31 décembre 2018 par catégorie**

| FILIERES | CATEGORIE A | CATEGORIE B | CATEGORIE C | EMPLOIS PRIVES | TOTAL 2018 | TOTAL 2017 | Evolution 2018 / 2017 |
|----------------|----------------|----------------|-------------|-------------------|---------------|---------------|--------------------------|
| Administrative | 50 | 36 | 87 | | 173 | 163 | +10 |
| Technique | 34 | 36 | 208 | | 278 | 284 | -6 |
| Sociale | 5 | 8 | | | 13 | 15 | -2 |
| Animation | | 3 | 4 | | 7 | 9 | +2 |
| Culturelle | 6 | 24 | 58 | | 88 | 88 | = |
| Emplois privés | | | | 16 | 16 | 16 | = |
| TOTAL | 95 | 107 | 357 | 16 | 575 | 575 | = |

Par rapport à l'année 2017, la CASA compte 10 agents de plus dans la filière administrative, 6 de moins dans la filière technique, 2 de moins dans la filière sociale et 2 de moins également dans la filière animation.

Cela s'explique par le transfert de l'unité déchetterie essentiellement composée de personnel issus de la filière technique et de l'arrivée de la compétence promotion touristique essentiellement composée de personnel issus de la filière administrative.

• **Les dépenses réelles de la CASA au 012 depuis 2015 :**

Les variations de dépenses sont liées, soit à des évolutions de périmètre (compétences ou missions nouvelles), soit à des dépenses contraintes (évolution de la réglementation)

| Compte administratif | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | Projection CA 2019 | |
|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Chap 012 (66, télé pépinière, BART, OTI, Gemop)) | 24 823 457 € | 24 333 907 € | 25 250 000 € | 28 733 100 € | 28 967 292 € | |
| Evolution (€) | + 753 604 € | - 489 550 € | + 916 093 € | + 3 483 100 € | + 234 192€ | |
| Evolution (%) | + 3,13 % | - 1,9 % | + 3,76 % | + 13,79 % | + 0,82 % | |
| | <p>Dont budget général +1 032 000€</p> <p>Evolution de l'effectif + 485 000 € :</p> <ul style="list-style-type: none">- CAE + 25 000€- Création 14 postes dans l'année(+4 transferts contre de ville, +8 création PLIE, +1 DRC, +1 DOE)+ 350 000€-40 mois saisonniers DEN +100 000€ <p>Dépenses contraintes + 477 000 € :</p> <ul style="list-style-type: none">-Assurance du personnel + 100 000€-Médecine du T + 25 000€- Indemnités obligatoires (gpa, nbj, sft, jr, RI du aux créations de postes)+ 70 000€-Coûts légers+ 282 000€ <p>Autres dépenses + 55 000 € :</p> <ul style="list-style-type: none">-Tickets restaurant/cade mutuel+ 25 000€- Evolution du RI + 30 000 € <p>Dont budget BART - 374 000€</p> <p>Evolution de l'effectif - 421 000 € :</p> <ul style="list-style-type: none">-Suppression 28 postes-Chouffeurs Embus ou OL/07 - 428 000 €- infirmières + 7000€Autres dépenses + 47 000 € :- Flipi + 3000€- Congés payés + 21 000€- Médecine du T + 2000€- Vêtement de travail + 20 000€ | <p>La baisse de consommation au CA 012 s'explique par l'effectivité sur toute l'année de la suppression des 28 postes d'Embus : - 428 000 €</p> <p>Les autres dépenses sont restées stables, le budget est maîtrisé et constant.</p> | <p>Dont budget général (hors DEN) ± 610 000 € :</p> <ul style="list-style-type: none">-GVT + 80 000 €-Enveloppe campagne RI + 20 000 €-Postes vacants budgétés + 100 000€ (chargé développement thermique Dev Eco / ingénieur hydraulicien / DRI mutualisé / Responsable de gestion Dev Eco)-Charges retraite + 180 000 € <p>Dont Direction Environnement + 300 000€</p> <ul style="list-style-type: none">-GVT + 79 770 €-heures supplémentaires + 16 500 €-Création 3 postes déchetterie +60 000 €-Transferts 4 postes CAE + 60 000 €-Charges retraite + 63 000 €-Visites médicales + 20 730 € <p>Dont budget BART + 6 000 €</p> <ul style="list-style-type: none">-Création 1 poste emploi ouvert + 5 000€ | <p>Dont budget général + Staréo, Hors DEN : ± 833 470€ :</p> <p>Evolution de l'effectif + 773 260€ dont :</p> <ul style="list-style-type: none">-Solène GEMAPI (Journ. 6 mo) + 412 000€-réorganisation BAERT vers BG + 212 550€-recréation des supports + 111 710€-transfert de charges BG vers OTI - 48 000€-Créations de postes + 86 000€ (responsable de gestion COM, Chargé de projet DAB, Responsable de gestion DGA Cdu)-enveloppe campagne IFSE + 15 740€-enveloppe IFSE Car A + 30 000€ <p>-ABS* Staréo + 14.470€</p> <p>Dont Direction Environmet. - 565 475 € :</p> <p>Evolution de l'effectif - 573 475€ dont :</p> <ul style="list-style-type: none">-recréation des supports - 69 580€-Créations de postes + 50 500€ (responsable équipe déchetterie, gestionnaire compo, Responsable d'équipe)-transfert ADT et déchetterie - 554 395€-enveloppe campagne IFSE + 8 000€ <p>Dont Budget BART : + 1 679 320€ :</p> <p>Evolution de l'effectif - 254 680€ dont :</p> <ul style="list-style-type: none">-réorganisation BAERT vers BG - 212 550€-recréation des supports - 42 130€-enveloppe campagne IFSE + 2 000€-MAO + 28 000€ <p>-ABS + 1 904 000€</p> <p>Dont OTI nouvelle compétence, nouveau budget : +350 720€ :</p> <p>-ABS* Staréo + 283 570 dont :</p> <ul style="list-style-type: none">-Solène Jouv. 6 déc. + 209 570€-Créations de postes +44 000€-Saisonniers + 30 000€Transfert de charges BG vers OTI + 49 000€Mise à disposition + 15 000€Autres dépenses (assur, méd. Pro,...) + 3 150€ <p>Dont GEMAPI nouvelle compétence, nouveau budget + 1.185 095 :</p> <p>-Solène de juin à déc. + 614 500€</p> <ul style="list-style-type: none">-Créations de postes + 75 500€ (3 Cont. 2 Cnt4)Mise à disposition + 28 125€Remboursement saire Janv. à mai au BG + 412 000€Autres dépenses (stagiaires, méd. Pro,...) + 5 000€ <p>-ABS* + 50 000€</p> <p>*ABS : personnel affecté par la collectivité de rattachement</p> | <p>Dont Budget général + Staréo, Hors DEN +463 400 € :</p> <p>Postes non pourvus toute l'année (complément saire) + 274 600€</p> <p>Postes vacants + 239 500€ (pour 9 poste/11 postes gérés non budgétés)</p> <p>Salaire GEMAPI Janv. à mai 2018 - 412 000€</p> <p>Enveloppe campagne IFSE + 16 000€</p> <p>Augmentation CIA + 80 000€</p> <p>GVT(1%) + 141 800€ PRCR + 63 000€</p> <p>Ajustement mutualisation + 20 000€</p> <p>Fin Mise à disposition M. BOTTIERI - 9 500€</p> <p>Autres dépenses (SMAU, Apprentis, ...) + 50 000€</p> <p>Dont Direction Environmet. - 785 800 € :</p> <p>Salaire Janv. à août ADT et déchetterie - 1 093 300€</p> <p>Ajustement complément salaires - 17 800€</p> <p>Enveloppe campagne IFSE + 10 000€</p> <p>Augmentation CIA + 50 000€</p> <p>Augmentation supérieurs + 25 000€</p> <p>GVT(1%) + 93 000€ PRCR + 42 000€</p> <p>Saisonnier fêtes fin d'année + 45 000€</p> <p>Autres dépenses (SMAU, FNC, méd.pro,...) + 60 300€</p> | <p>Dont Budget BART + 170 122 € :</p> <p>Postes non pourvus toute l'année (complément saire) + 12 400€</p> <p>Poste vacant + 35 000€</p> <p>Saisonniers (12 mois) + 48 000€</p> <p>Enveloppe campagne IFSE + 2 000€</p> <p>Augmentation CIA + 9 500€</p> <p>GVT(1%) + 36 600€ PRCR + 5 000€</p> <p>Autres dépenses (frais vest. transp. SMAU,...) + 21 600€</p> <p>Dont Budget OTI + 45 300 € :</p> <p>Postes non pourvus toute l'année (complément saire) + 26 900€</p> <p>Saisonniers + 15 000€</p> <p>Enveloppe campagne IFSE + 500€</p> <p>Augmentation CIA + 2 000€</p> <p>GVT(1%) + 3 500€ PRCR + 1 600€ Ajustement mise à disposition - 7 500€</p> <p>Autres dépenses (SMAU, FNC, ...) + 2 800€</p> <p>Dont Budget GEMAPI + 341 170 € :</p> <p>Postes non pourvus toute l'année (complément saire) + 125 095€</p> <p>Postes vacants + 170 000€</p> <p>Enveloppe campagne IFSE + 2000€</p> <p>Augmentation CIA + 7 500€</p> <p>GVT(1%) + 11 800€ PRCR + 6 000€</p> <p>Fin mise à disposition - 28 125€</p> <p>Autres dépenses (apprentis, stagiaires, SMAU, FNC, FIPH, Méd.pro,...) + 45 900€</p> |

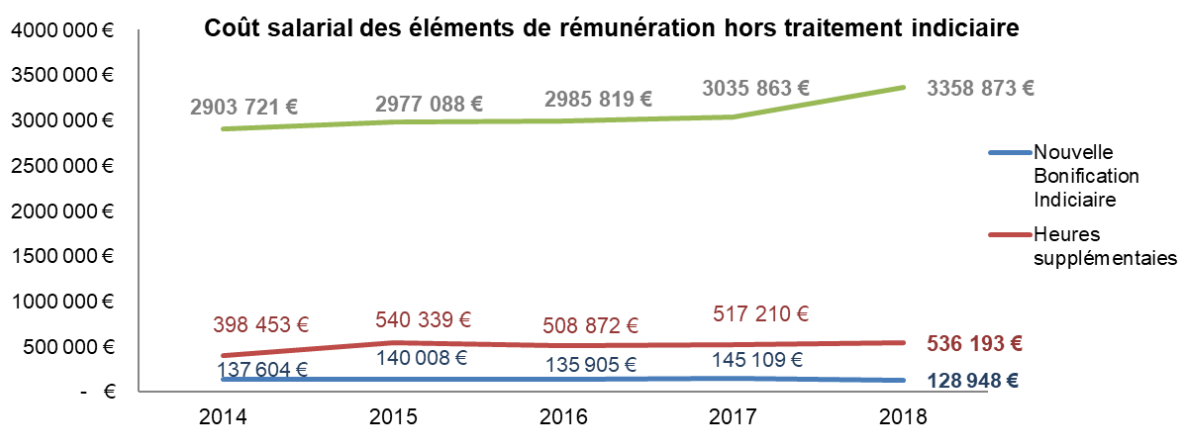
- **Evolution par budget entre le CA réalisé de 2018 et le CA projeté pour 2019 au chapitre « 012 »**

| | CA réalisé 2018 | CA projeté pour 2019 | Evolution CA 2019/2018 |
|------------------------------------|-----------------|----------------------|------------------------|
| Budget Général CASA (dont startéo) | 23 537 050 € | 23 214 650 € | -1,37 % |
| Budget BART | 3 662 270 € | 3 832 392 € | +4,65 % |
| Budget OTI | 350 045 € | 395 345 € | +12,94 % * |
| Budget GEMAPI | 1 183 735 € | 1 524 905 € | +28,82% ** |
| Total tous budgets confondus | 28 733 100 € | 28 967 292 € | +0,82 % |

* L'augmentation du budget de l'OTI s'explique par la provision des compléments de salaires à effectuer sur l'année 2019 des postes créés et non pourvus toute l'année 2018

** L'augmentation du budget GEMAPI s'explique par la provision des compléments de salaires à effectuer sur l'année 2019 des postes créés et non pourvus toute l'année 2018, de la provision des postes vacants et de la facturation des dépenses annexes liées au personnel.

- **Les dépenses de la CASA au Chapitre « 012 » depuis 2014**



Par rapport à 2017, la CASA constate en 2018 une augmentation de 8,8% des dépenses liées aux éléments variables de la rémunération (régime indemnitaire, heures supplémentaires et nouvelle bonification indiciaire). Cette évolution s'explique par la prise de nouvelles compétences et le transfert de personnel au 1er janvier 2018. Ces dépenses devraient diminuer en 2019 compte-tenu du transfert d'agents de la CASA vers UNIVALOM au 1er septembre 2018.

- **Harmonisation du temps de travail**

Le temps de travail effectif à la CASA est de 1607 heures annuel ; cependant, au titre de la pénibilité, certains agents bénéficient d'un temps de travail dérogatoire fixé à 1547 heures par an.

| Temps travail annuel | Temps travail hebdo | Affectations (liste non exhaustive) | Agents concernés au 31 décembre 2018 |
|----------------------|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 1607h par an | 38h45 | Agents du siège, collecte sélective- DEN, médiathèque- DLP,... | 381 agents (66%) |
| | 37h30 | Accueil du siège et du CT Envinet, Antenne de justice- DCS, Prévention- DCS, Trait d'Union- DCS, contrôle, DRE... | |
| | 37h00 | Chargé de clientèle- DRE | |
| | 36h30 | Agents de médiathèque- DLP | |
| | 35h00 | Agents du siège sans RTT, ... | |
| 1547h par an | 37h00 | Contremaitres- DEN | 194 agents (34%) |
| | 36h00 | Agents d'entretien- GEMAPI | |
| | 35h00 | Encombrants, DEN | |
| | 34h15 | Collecte OM- DEN | |

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/02/2019
Numéro : CC_2019_014
Nature : DE - Deliberations
Objet : Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2019
Matière : 7.1 - Decisions budgetaires

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 2nqfS9

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 21/02/2019
Identifiant : 006-240600585-20190211-CC_2019_014-DE

Acte reçu

Date : 11/02/2019
Numéro interne : CC_2019_014
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 1
Objet : Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2019
Classification utilis  e : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_014-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_014-DE-1-1_2.PDF

N